



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 31 juillet 2020**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Chers collègues, bienvenus à cette séance du Conseil de Métropole, l'ultime avant la courte trêve estivale bien méritée. Quelques collègues sont excusés. Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à Madame CONTE-ARRANZ – j'espère avoir bien prononcé son nom –, qui siège au titre de la commune de Pérols suite à la démission de Madame Jocelyne TAVERNE. Bonjour Madame, soyez la bienvenue.

Je propose de désigner comme secrétaire de séance, dans notre assemblée nous avons deux benjamins, ainsi je propose d'alterner entre Madame GIMENEZ et Monsieur MANSOURIA. C'est le baptême de feu de Sophiane MANSOURIA pour faire l'appel. J'ai un petit problème de voix. Allez-y.

Monsieur Sophiane MANSOURIA est désigné comme secrétaire de séance et procède à l'appel des élus.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur MANSOURIA. Nous avons le *quorum* et pouvons valablement délibérer.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 31 JUILLET 2020

L'ordre du jour comporte 69 affaires. Est-ce qu'il y a des oppositions, des abstentions, des refus de prendre part au vote ? Unanimité. Nous pouvons ainsi engager l'examen de l'ordre du jour. Deux questions m'ont été adressées. Je répondrai en fin de séance.

Pour: 90

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 31 JANVIER 2020

Monsieur le Président

Il s'agit d'adopter le procès-verbal du Conseil de Métropole du 31 janvier 2020, qui a eu lieu sous la précédente mandature. Le procès-verbal de notre session d'installation du 15 juillet sera proposé à votre adoption, chers collègues, à la rentrée de septembre. Concernant le procès-verbal du 31 janvier 2020, est-ce qu'il y a des remarques, des refus de prendre part au vote, des oppositions ?

Pour : 88

Abstentions : 2

Se sont abstenus : M. Serge DESSEIGNE, Mme Véronique NEGRET

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vous avez les décisions qui ont été prises par le Président, mais qui n'ont pas été présentées en Conseil. Je vous demande de prendre acte de ces décisions.

Le Conseil prend acte des décisions.

AFFAIRE N° 1 : HORS COMMISSION – GRATUITÉ DES TRANSPORTS URBAINS POUR LES HABITANTS DE LA MÉTROPOLE – MISE EN ŒUVRE DE LA 1^{ère} ÉTAPE AVEC LA GRATUITÉ LE WEEK-END SUR LE RÉSEAU TAM - APPROBATION

Monsieur le Président

La délibération qui vous est présentée a fait l'objet mardi dernier – je l'indique pour notre fonctionnement – d'une présentation au Bureau de la Métropole, où sont dorénavant représentés l'ensemble des Maires, ce qui vise à mettre en œuvre le fort engagement qui a existé dans la campagne municipale à Montpellier. Certains collègues ont eux-mêmes relayé dans le débat démocratique, pour lequel l'intercommunalité est compétente, la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les habitants de la Métropole. La délibération qui vous est proposée est la première étape de cette mise en œuvre dès le 1^{er} septembre. Une gratuité qui s'appliquera le week-end, samedi et dimanche, pour les habitants de la Métropole. La première étape, car nous avons l'ambition pendant ce mandat, avant le mi-mandat, de mettre en œuvre la gratuité des transports pour les

habitants de la Métropole. Nous voulons porter cette mesure qui présente un double enjeu, ou plutôt deux exigences qui sont liées. La première, c'est la question climatique qui nous préoccupe tous sur nos terrains, sur nos communes, sur l'ensemble des territoires où nous voyons que le changement climatique est à l'œuvre. La France a accueilli la COP21, qui est l'accord de Paris qui fixe des objectifs, dirons-nous ambitieux, mais minimums face à l'enjeu de réduire les émissions de CO₂, le gaz à effet de serre, qui participent de manière indiscutable sur le plan scientifique au réchauffement climatique. Les transports publics, les bus, les tramways sont des mobilités vertueuses parce qu'elles n'émettent pas, ou très peu, des gaz à effet de serre. Nous voulons donc valoriser ce type de mobilité.

Si nous voulons nous mobiliser autour des enjeux climatiques et environnementaux – le climat, mais aussi la qualité de l'air que l'on respire et qui dans notre métropole est un enjeu –, il nous faut le faire avec une exigence, celle de la justice sociale. Faire en sorte que les plus modestes ou ceux qui peinent à vivre de leur travail puissent adhérer à cette politique et bénéficier de la gratuité. Chers collègues, nous avons tous en mémoire la crise des gilets jaunes, où le ministre Nicolas HULOT avait suggéré une hausse des taxes sur le diesel – et nous pouvons convenir que ce carburant doit progressivement disparaître et que le plus rapidement sera le mieux pour notre santé – et avait provoqué une inquiétude sociale qui a fait irruption dans le débat public. Nous souhaitons faire en sorte de créer une adhésion positive à travers la mesure de la gratuité. Cette mesure s'inscrit aussi dans un principe qu'il me semble important de porter au débat, qui est celui de la redistribution de notre fiscalité. Le territoire de la métropole est un territoire où chacun est invité à contribuer par impôts à un niveau qui est relativement important, si l'on se compare à d'autres territoires. La contribution commune versée par les habitants de la métropole doit être redistribuée de manière juste sur des politiques publiques utiles à tous. Cette politique de gratuité des transports est indiscutablement utile à tous, utile à l'environnement, utile au pouvoir d'achat. Elle doit conduire à des changements de pratiques. Nous ne pouvons pas répondre à nos problèmes de circulation dans nos villes par des doubléments de voies automobiles. Croire que c'est possible est une erreur, une illusion, une facilité de l'esprit. Nous devons changer de modèle. Et c'est ce changement de modèle, cette entrée en transition écologique et solidaire que nous engageons à travers la gratuité des transports, que nous voulons. C'est Madame FRÊCHE qui pilotera ce dossier à l'échelle de la métropole – et autant vous dire qu'elle l'a déjà pris à bras-le-corps –, ainsi que d'autres élus dans vos communes, à Montpellier Monsieur REYNAUD, et dans chaque commune les dossiers des mobilités, pour faire en sorte que ce grand défi soit relevé.

Gratuité des transports, qui ne peut se penser que par une place accrue aux vélos et aux bus libérés des embouteillages. C'est le sens des voies cyclables qui vont devenir des voies mixtes, pour bus, vélos et véhicules de secours. Elle va être pensée dans une globalité, dans la transformation de nos rapports à la mobilité sur notre territoire. Cette mesure de gratuité des transports nous allons la mettre en œuvre parce que nous voulons que Montpellier soit au rendez-vous... pardon, que la Métropole de Montpellier soit au rendez-vous. Des territoires à la pointe de la lutte contre le changement climatique, qui rejoignent les grandes villes du monde qui œuvrent contre le changement climatique. C'est une mesure qui doit faire écho à tous ces jeunes habitants de la Métropole qui n'ont pas encore le droit de vote ou qui sont au seuil de l'obtenir, mais qui marchent pour le climat et nous demandent, à nous qui sommes en responsabilité, d'agir pour le climat. Notre dette à leur égard est immense et nous devons leur donner des réponses. La gratuité des transports est un moyen pour ces jeunes, filles et garçons, de se dire : « Je suis fier de vivre dans un territoire où je prends des transports en commun qui n'émettent pas de CO₂ et qui sont accessibles à tous et à toutes ». Car, si nous mettons en œuvre la gratuité des transports pour les enjeux évoqués précédemment, nous le faisons aussi parce que Montpellier doit être au rendez-vous d'un nouveau souffle des politiques des mobilités. La mission confiée à notre Conseil de Métropole, à sa Vice-Présidente, fera en sorte que Montpellier soit la première Métropole qui engage la gratuité des transports en commun. Notre conviction, chers collègues, est qu'en 2026 ce débat aura lieu en toutes les villes de France. Tout le monde débattrra sur ce sujet. On voit d'ailleurs que le processus de gratuité, de la mise en œuvre de la gratuité, est mis en place. Chaque territoire a sa stratégie : Paris sur les moins de 18 ans ; Martine AUBRY à Lille a fait savoir qu'elle voulait emprunter le chemin de Montpellier ; l'Agglomération de Dunkerque, dans un consensus politique appréciable, a fait ce choix et donne un certain nombre de résultats.

La délibération, chers collègues, qui vous est proposée, est donc la première étape. La première étape dès septembre, le week-end. Elle sera appelée à une seconde étape, qui portera davantage sur des mesures d'âge ou de situation. La troisième étape sera la gratuité pour les habitants de la Métropole. Pas les habitants extérieurs à la Métropole, les habitants de la Métropole, et ce sera précisé. Pourquoi ? Je vais le dire. Parce qu'aujourd'hui l'habitant de la Métropole paie son ticket, paie ses impôts, paie dans son entreprise par sa force de travail – pour utiliser une expression bien connue des économistes – un versement de transport. Si nous accueillons quelqu'un de Strasbourg ou de Paris, qui est toujours le bienvenu à Montpellier, celui-ci ne paie qu'une fois son transport, son titre de transport. La distinction qui existe déjà à travers le Pass Métropole, au Musée Fabre et dans un certain nombre d'équipements publics, nous l'appliquerons aussi pour les transports collectifs. Cette délibération a toute son importance aujourd'hui, parce qu'elle oriente la stratégie

de notre Métropole sur une nouvelle politique des mobilités, sur un nouveau souffle. Une politique des mobilités qui se veut et qui sera complétée, lors de la présentation budgétaire, par une AP autour des mobilités actives. Cela fait que nous prenons à bras-le-corps ce chantier.

Je voudrais remercier l'ensemble des collègues Maires, l'ensemble des services qui sont mobilisés pour que cette décision soit effective au 1^{er} septembre. Car un des éléments de confiance dans une démocratie, c'est que le suffrage universel, quand il s'exprime, fasse sens. Beaucoup disaient : « Mais, est-ce que vous allez vraiment le faire ? » « Oui, on s'y est engagés ». Nous mettons donc en œuvre nos orientations. Nous ne disons pas que cela va être simple, bien sûr que nous voyons des obstacles, mais il y a deux manières de mener l'action publique, chers collègues. Soit on considère qu'il y a des obstacles et on ne fait rien, et on reste devant la montagne ; soit on fait le choix de surmonter les obstacles et de les affronter. Bien sûr que la mise en œuvre de la gratuité va soulever de nouvelles questions, mais il n'y a rien de pire que le conservatisme et l'inaction. D'ailleurs, si nous ne bougeons pas, si nous ne changeons pas, si nous ne prenons pas de risque, si nous n'avons pas rendez-vous avec des formes d'audace, eh bien ces jeunes gens qui marchent pour le climat, leurs grands-parents qui s'inquiètent pour l'avenir de la génération qui vient ont légitimement des désirs de colère. Et nous avons une responsabilité, celle de dompter les colères, d'apaiser les tensions et de tracer des chemins d'espérance. La gratuité des transports, chers collègues, est un chemin d'espérance. Il est humble, il est modeste, mais il dit que Montpellier s'engage à mettre en œuvre les accords de Paris, que Montpellier s'engage à penser une transformation très profonde de son rapport aux mobilités, car ce qui est commun d'appeler « les urgences », eh bien elles doivent trouver des réponses. Voilà le sens de cette délibération que j'ai l'honneur de vous présenter comme premier point à l'ordre du jour et pour laquelle je ne doute pas que nous allons avoir un débat de grande qualité. Madame FRÊCHE apportera toutes les réponses en tant que rapporteuse de cette délibération. Je vous remercie.

J'ouvre le débat. Monsieur MOYNIER, maire de Beaulieu.

Arnaud MOYNIER

Bonjour. Monsieur le Président, chers collègues, je vous remercie de me donner la parole. J'ai bien compris et bien saisi l'enjeu environnemental. Bien entendu, vous aviez eu l'amabilité de venir exposer le projet dans les différentes mairies. Simplement pour vous rappeler qu'il me semble important de noter que la gratuité n'existe pas et, peut-être, pour vous rappeler que parfois chez les personnes auprès desquelles on ne lève pas d'impôts la gratuité n'existe pas et qu'il s'agit toujours d'une gratuité construite. Voilà, je crois que c'est bien de le rappeler parce que l'on a connu des mouvements sociaux, ces dernières années, ces derniers mois, très importants et que les gens ont souvent demandé comment étaient utilisés les fonds publics, de quelle nature et pour quel objet. C'est juste cela : rappeler que la gratuité est une gratuité construite et bien l'expliquer. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MOYNIER. Madame DOULAIN. Je prends les inscrits. Monsieur LAURET, Monsieur LEVITA, Monsieur REVOL. Allez-y Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues, la baisse de la pollution, la décongestion automobile, le pouvoir d'achat des ménages, le soutien à nos commerces locaux, nous partageons évidemment nombre des intentions posées par cette proposition de délibération. Sur le papier c'est d'ailleurs très beau, mais, comme souvent, il faut savoir lire entre les lignes. J'ai donc besoin de plusieurs éclaircissements pour pouvoir me prononcer. La première question pose une problématique d'équité. Comment comptez-vous procéder avec les abonnés à l'année ou au mois ? En effet, du fait de la gratuité, on peut mécaniquement tabler sur une perte de valeurs d'un cinquième des abonnements. Allez-vous procéder à une réduction des abonnements proportionnellement au nombre des gens gratuits ? Qu'est-il prévu pour tous ces abonnés qui utilisent les transports en commun pour se rendre au travail ? Et vous savez, la priorité doit être donnée aux déplacements domicile-travail, qui sont le cœur de la solution pour décongestionner notre ville.

Deuxième question. Est-il prévu une évaluation de cette première tranche de gratuité ? Quel est le calendrier et comment ? Quels seront vos critères à vous pour estimer que cette première tranche de gratuité sera une réussite ? Sans cela, elle ressemble aussi à un chèque en blanc, sans éléments d'évaluation dans ce dispositif innovant. Je prends quelques éléments concrets : admettons que l'on se rende compte que cette gratuité pour les habitants de la métropole désincite les habitants des agglomérations avoisinantes à prendre les transports, en se sentant exclus du dispositif de gratuité. Je pense à Marc et Elaine de Saint-Gély, qui vivent là-bas non pas parce qu'ils aiment Saint-Gély, mais, peut-être, parce qu'ils n'ont pas le choix de vivre dans la métropole, et qui travaillent à Montpellier, y passent une partie de leurs loisirs et se sentiront sûrement exclus de ce dispositif. Vous savez, les aires urbaines de Montpellier sont 115 communes, dont la moitié des habitants travaillent à Montpellier. Admettons, deuxième hypothèse, que l'on se rende compte qu'avec une gratuité

réservée à certains de nouvelles situations conflictuelles se développent du fait de ce double métrage : c'est gratuit, mais à condition de demander une carte de gratuité avec un justificatif de domicile. Qu'est-il prévu pour renforcer la présence humaine dans les transports, pour assurer les conducteurs ? Sait-on d'ailleurs s'il y aura des contrôles le week-end après la mise en place de la gratuité ? Troisième hypothèse : admettons que l'on se rende compte qu'il serait beaucoup plus rentable de mettre en place une gratuité totale, c'est-à-dire non réservée à une partie de la population, pour faire des économies sur les contrôles et la billetterie. Et si l'on se rend compte que c'est la seule manière d'étendre la gratuité à l'ensemble des jours de la semaine ? Quelles sont donc vos modalités d'évaluation, qui nous permettrons d'ici quelques mois de statuer sur la réussite ou non de cette première tranche de gratuité qui, on le rappelle, sera très partielle ? Comment, Monsieur le Président, faire en sorte de ne pas tomber dans la mise en place d'une usine à gaz pour une opération qui ressemble aussi, pour le moment, à une belle manœuvre de communication ? Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Monsieur LAURET.

Guy LAURET

Oui, Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, mes chers collègues. C'est une délibération à très forte valeur symbolique qui nous est donnée de voter ce matin, si l'on souhaite réussir la transition écologique, et je pense que personne n'en doute dans cette assemblée. Et je pense aussi que nous la prenons par le meilleur des prismes, qui est celui de l'incitation, et que nous n'avons pas peur de nous en donner les moyens, vu la délibération. C'est, bien évidemment, quelque chose de très important et, qui plus est, qui concerne sur ce territoire métropolitain tout ce qui est déplacement, tout ce qui est transport. De mémoire, il me semble que dans le dernier PCAET, les gaz à effet de serre qui étaient issus des mobilités, des déplacements, représentaient pratiquement 50 % du total. Je crois donc que c'est une excellente chose, mais je crois qu'il faut aller plus loin si l'on veut inciter encore plus nos concitoyens à utiliser les transports en commun. Il est très important de mailler ce territoire métropolitain qui nous tient tant à cœur. On va se féliciter, bien évidemment, de la ligne 5, on va se féliciter, bien évidemment, des discussions qui vont démarrer pour amener nos concitoyens jusqu'à la mer. Mais je crois qu'il faut aller un peu plus loin et dans un délai très raisonnable, qu'il faut prendre des décisions très fortes pour mailler, pour aménager ce territoire d'est en ouest, pour inciter encore plus nos concitoyens à utiliser les transports communs, qu'ils soient de la Métropole ou qu'ils soient issus des communes avoisinantes. Je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur LAURET, maire de Vendargues. Je vais le préciser pour que les collègues puissent faire davantage connaissance. La parole est à Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Merci. Mes chers collègues, je voudrais vous indiquer qu'il y a de très nombreuses études sur le thème de la gratuité. Toutes ces études, vous pouvez vous les procurer sur internet. Il y a une étude du GART, le GART est le Groupement des Autorités Responsables du Transport, nous en faisons partie. Son rapport est, je vous lis la conclusion : « L'impact de la gratuité sur le report modal de la voiture particulière dans les transports publics est très difficile à évaluer ». Il y a une étude du Sénat sur la gratuité des transports, je vous présente la conclusion : « La gratuité paraît difficile à mettre en œuvre dès lors que la pérennité des réseaux publics suppose des investissements lourds dans les villes où les transports sont saturés. Dans ce cas la priorité consiste évidemment à croître l'offre ». Il y a l'étude de Dunkerque, qui a été faite par des universitaires – c'est une catégorie que je respecte profondément. À la première page du rapport, il est indiqué que l'on ne peut valablement pas tirer de conclusions, parce que l'opération a été lancée en septembre 2018, l'étude est parue en 2020, autrement dit, on a seulement un an d'expérience. Ils indiquent bien qu'aucune conclusion ne peut être tirée, aucun résultat significatif. Après quoi, ils oublient complètement.

Mes chers collègues, vous êtes tous intervenus, mais aucun de vous n'a donné des chiffres. Alors, je vais vous donner des chiffres, parce que, malheureusement, il y a des chiffres. 42 millions d'euros ont été payés par les usagers de TAM en 2019, 42 millions. La gratuité totale exige donc de les compenser. Premier point. La compensation provient uniquement du budget de fonctionnement du budget principal. Dans le budget primitif qui va être présenté, les recettes de ce BP en 2020 s'élèvent à 484 millions d'euros, sur lesquels il faut trouver 42 millions. 484 millions, on va commencer par enlever, il y a du personnel, 113 millions. Je ne crois pas que vous envisagiez de faire des économies sur ce thème. Il y a le Fonds national, le FNGIR, 18 600 000. La décision ne nous appartient pas. Il y a le contingent incendie, 17 200 000, il y a les intérêts, 12 300 000. Tout cela fait 163 000 000. Déjà, on n'est plus à 484 millions, mais à 320. À l'heure actuelle, nous versons une subvention d'*equilibrata* pour compensation des demandes de la Métropole qui s'élève à 18 millions. Il vous reste deux chapitres. Il y a les charges à caractère général, 177 millions, et les subventions, 40 millions. À ma connaissance, vous n'avez pas l'intention de diminuer les subventions. Donc, vous avez 40 millions,

42 millions à trouver sur 177,3. À mon avis, il est mathématiquement impossible de dégager cette somme sur cet ensemble. Vous êtes à peu près conscients de cette impossibilité. Vous nous annoncez – dans ce qui est paru – 24 millions. Or, les 24 millions, j’ai essayé de savoir d’où vous tenez ce chiffre de 24 millions. Je pense que vous imaginez que 60 % relèvent des Métropolitains et 40 % des non-Métropolitains. Cette distinction, je ne sais pas d’où vous la tirez, il n’y a aucune étude qui permette de faire cette distinction Métropolitain/non-Métropolitain, qui va nécessiter d’un contrôle sévère. Si vous fréquentez le tramway, vous vous demandez à l’heure actuelle quel est le nombre d’usagers qui paient réellement le ticket. Le contrôle est assuré, mais il ne semble pas donner de satisfaction très grande. Vous allez être conduits à exercer un plus grand contrôle quand c’est gratuit que quand ça ne l’est pas. Nos concitoyens vont avoir des difficultés à comprendre.

Dernière remarque : la subvention d’équilibre de 18 200 000 euros est exempte à l’heure actuelle de TVA. Si vous prenez les chiffres que vous annoncez, vous allez être obligés de payer la TVA. Si vous passez à la gratuité dans mon calcul, c’est 42 millions, plus 18 millions, plus la TVA. Ça fait 72 millions. Si je m’en tiens à votre chiffre de 24 millions – auquel je ne crois pas parce que je ne sais pas sur quoi il se base –, à cela je dois ajouter les 18 millions, ça fait 42 millions. Vous ajoutez la TVA, ça fait 50 millions. Conclusion : c’est impossible. Je comprends votre intervention, Monsieur le Président, elle était intéressante, elle était brillante, etc. Le seul problème est que c’est impossible. Vous savez que je me réfère en permanence à mon modèle en politique, qui est Pierre MENDES FRANCE. Je me prends pour Pierre MENDES FRANCE en 1945, quand il expliquait, dans le gouvernement du général DE GAULLE, que la politique choisie allait conduire à une inflation monstrueuse. Il n’a pas été suivi, il a démissionné. Je ne peux pas démissionner de votre majorité, puisque je n’en fais pas partie. J’attire simplement votre attention, en tant que plus ou moins expert en finances, sur l’impossibilité mathématique de votre proposition. Je vous remercie de m’avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. La parole est à Monsieur LAFFORGUE, maire de Castelnau-le-Lez, Vice-Président en charge de la voirie.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais reprendre l’intervention de mardi. En bon comptable, je vous demanderai de faire en fin d’année, au 31 décembre, un point sur la situation par commune de la gratuité. Je pense que cela fait partie des éléments importants. Monsieur le doyen de l’Assemblée nous fait passer le message de la sagesse. Je pense que nous devrions, en toute transparence, avoir des chiffres par commune sur les effets de la gratuité. Bien sûr un comptage, mais aussi le maillage sur le territoire, bien que plusieurs maires soient intervenus mardi en ce sens. Le maillage et aussi la cadence des bus seront importants pour que la gratuité ait son effet sur l’utilisation du réseau dans notre métropole. Un troisième point sur lequel je souhaite insister, qui est aussi un moyen de pouvoir avancer sur cette gratuité, c’est le Plan de Déplacement d’Entreprise. Nous avons la semaine de la mobilité début septembre, pour la première semaine de septembre. Il sera important de pouvoir aussi sensibiliser les entreprises de la Métropole, ceux qui en plus reversent un montant de transport, une taxe sur les transports. Je pense que ce sera important aussi de les sensibiliser et de pouvoir travailler sur des Plans de Déplacement d’Entreprise. En tout cas, à Castelnau, nous sommes tout à fait favorables à inciter les entreprises à signer ce Plan de Déplacement d’Entreprise. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher collègue. La parole est à Monsieur REVOL, qui est maire de Grabels et Vice-Président en charge de l’assainissement.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues, la discussion commence à s’engager et elle est importante. Il y a des moments où l’on se retrouve à des bifurcations. Dans quelques années, l’on regardera ce débat comme une bifurcation identique à celle que cette collectivité a prise en décidant de passer en régie de l’eau il y a six ans, et qui ensuite n’a plus été contestée. Bifurcation, car, comment le dire, qui imagine que dans dix ans vous pourrez rentrer dans Montpellier avec votre voiture thermique ? Qui le pense ? Personne. Tout le monde sait que l’on va arriver à l’interdiction des voitures thermiques dans les centres. Notre zone à faible émission est une première étape, mais elle est très timide. Si l’on regarde, par exemple, ce qu’a fait Bologne proportionnellement à la superficie, c’est dix fois ce que fait Montpellier. Et nous allons étendre cette zone ZFE. Il le faut. Si vous attendez l’interdiction de circuler avec des voitures thermiques à l’intérieur des grandes villes et que vous ne prenez aucune autre disposition, vous créez un avantage pour ceux qui sont au sommet de l’échelle. Il s’agit donc de lutter contre le changement climatique, en donnant les moyens à tous d’avoir le droit à la mobilité, qui est désormais reconnu comme un droit fondamental, car le droit à la mobilité garantit d’abord une liberté fondamentale, la liberté d’aller et de venir. Nous avons vu à quel point cette liberté est importante dans la période de confinement. Mais il s’agit aussi de garantir l’intégration sociale, le fait d’aller à son travail et de pouvoir participer à des activités sociales. La mobilité va donc devenir une chose essentielle, et le droit à la mobilité va devenir le droit à la mobilité décarbonée. Il faut nous orienter dans cette direction.

Les deux délégués de la ville de Grabels, Madame Zohra DIRHOUSSE et moi-même, allons voter pour cette délibération, parce nous la défendons depuis six ans. Nous défendons deux choses. Premièrement, une augmentation des fréquences pour notre ville. Cette augmentation a commencé à être réalisée en septembre 2019, et cela a permis la multiplication par trois de la fréquentation à l'intérieur du bus qui dessert notre ville. Deuxièmement, nous défendons l'idée d'aller vers la gratuité des transports. Je voudrais dire à mon collègue Max LEVITA que j'ai le même respect que lui pour les universitaires dont nous sommes, mais que l'une des caractéristiques de tous ces rapports est que certains disent que la balance est négative, alors que d'autres disent qu'elle est positive et que l'on a un vrai débat. Je respecte ce débat, mais il me fait penser un peu au débat qui a eu lieu sur la loi scolaire en 1902. À cette époque, un certain député cherchait à remettre en cause la gratuité de l'école. Il y a eu un grand débat et tout le monde a dit : « Attention ! L'école, c'est un coût. Ça coûte cher de mettre en place des écoles dans tous les villages de France. De payer des instituteurs et de faire en sorte que tout le monde puisse aller à l'école sans payer un sou, ça coûte très cher. Qui va payer ? ». Relisez ce débat parlementaire, beaucoup de parlementaires disaient : « Non, il faut faire payer en partie les familles ». Et puis certains députés, WALDECK-ROUSSEAU, JAURES, etc. ont pris la parole pour dire : « Ce qui est à l'ordre du jour pour permettre le développement social et économique de notre nation, c'est de faire que toute notre population sache lire, écrire et compter. C'est une œuvre nationale et il faut redistribuer notre richesse nationale en prenant comme objectif principal l'école ». Aujourd'hui nous sommes dans le siècle du changement climatique, et dans ce siècle du changement climatique nous avons une responsabilité. Le transport en commun, c'est notre école d'aujourd'hui. Elle doit être gratuite, elle doit permettre à tous d'exercer leur mobilité et de pouvoir par là même contribuer à la fois à la transition écologique et à la justice sociale. Je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur REVOL. La parole est à Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. La politique, ce n'est pas des mathématiques, c'est de la dynamique. Et ça fait une grande différence, j'en suis convaincu. Et vous savez d'ailleurs que si nous, les élus communistes, avons fait campagne dès le premier tour avec vous à Montpellier, c'était essentiellement parce que nous portions des projets de ce type, notamment ce projet de gratuité des transports publics sur le territoire de la Métropole. Pourquoi ? Parce que nous sommes absolument convaincus que les transports publics doivent être le prochain service public gratuit national, comme nous l'avons pour l'éducation, comme nous l'avons pour la santé. L'histoire a été marquée par la création de grands services publics gratuits. C'est un véritable enjeu de ce XXI^e siècle. Nous connaissons des problèmes de pollution importants à Montpellier ; nous connaissons des problèmes de saturation du trafic extrêmement importants à Montpellier. Soit nous regardons passer les trains – je me permets ce petit clin d'œil –, soit nous agissons réellement en maniant les deux bouts, c'est-à-dire à la fois l'aspect environnemental et l'aspect social. Nous savons combien coûtent actuellement les abonnements des transports pour les familles. La gratuité permettra un gain de pouvoir d'achat, pas dans l'immédiat avec les week-ends, bien entendu, mais dans le futur, d'ici la mi-mandat, elle permettra un gain de pouvoir d'achat extrêmement important.

J'entends aussi le débat : gratuité pour les habitants de la métropole ou hors de la métropole. Je suis convaincu que ce que vous avez décrit, Monsieur le Président, dans votre propos introductif sur tous les autres territoires qui se penchent sur cette question, à un moment donné, quand ces territoires, les uns après les autres, entreprendront la même démarche, la même dynamique politique que nous, je suis convaincu que l'État, les collectivités et la Région prendront la chose en main et qu'il y aura des mutualisations qui seront possibles. Quand les transports seront gratuits à Montpellier, à Nîmes, sur l'ensemble du territoire, si je me rends à Grenoble, je pourrai voyager gratuitement sur les transports de l'agglomération grenobloise, et le Grenoblois qui viendra passer des week-ends à Montpellier pourra faire de même. Ce sont des choses qui vont s'installer dans le temps, c'est pour cela que je parle de dynamique. Et puis, excusez-moi, j'ai siégé ici six ans dans l'opposition. J'ai énormément de respect pour les universitaires, par contre, je me méfie énormément des experts, qui sont souvent des gens qui n'écoutent que leurs propres certitudes. Et prendre des leçons de mathématiques de la part de gens qui ont fait passer le coût de la ligne 5 du tramway de 360 millions à un demi-milliard, je préfère écouter les universitaires plutôt que les experts. Je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. On aura un débat sur pourquoi la ligne 5 – je fais cette petite incise – est passée de 360 millions à quasiment un demi-milliard. Il y a des choix à faire, parce qu'il faut être très rigoureux avec l'argent public. Je donne la parole, à propos de l'argent public, à Monsieur Renaud CALVAT, maire de Jacou, qui est notre Vice-Président des Finances chargé des Relations avec les communes.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Pour répondre rapidement aux interrogations budgétaires sur ces questions...

Monsieur le Président

Excusez-moi... Je crois que l'ordre de parole peut-être... Allez-y... Il faut essayer de se manifester. Allez-y.

Clothilde OLLIER

Pour ce qui est des manifestations, je n'ai pas de mal à me manifester.

Monsieur le Président

Madame, c'est juste pour la bonne tenue de la prise de parole, si vous voulez manifester, vous le pouvez, il n'y a pas de problème. En tout cas ici...

Clothilde OLLIER

En ce qui concerne la gratuité, la gratuité n'existe pas, nous le savons tous ici et nous sommes responsables des budgets qui nous sont confiés. Cet argent n'est pas le nôtre, il est l'argent de ceux qui nous ont fait confiance et qui nous ont mis à cette responsabilité. Vous parlez d'une mesure écologique, des transports gratuits sans une mesure face aux véhicules polluants, c'est-à-dire les voitures. Cela ne sert pas à grand-chose, parce qu'il ne s'agit que d'un transport gratuit le week-end. Les personnes qui ont les moyens financiers de se payer une voiture et de pouvoir aller en ville avec leur véhicule, de se payer un parking continueront à se déplacer en voiture. Une mesure, je pense, plutôt économique. C'est pour cela que j'ai porté cette mesure pendant la campagne, parce que faire le transport gratuit le week-end – et je suis favorable à cette mesure – signifie permettre aux personnes d'aller se balader dans le centre-ville et d'y aller plus simplement peut-être le week-end, puisque les tramways sont beaucoup moins saturés le week-end que pendant la semaine, et que cela n'entraînera pas la construction de rames supplémentaires, qui risquent d'augmenter fortement le budget. En tous les cas, il y a peut-être un point sur lequel il faudra travailler dans le cadre de cette mesure de gratuité des week-ends, à savoir la possibilité d'élargir les plages horaires pour nos jeunes, qui sortent le soir et qui se retrouvent à certaines stations, comme Saint-Jean-de-Védas, pour plusieurs heures à attendre le premier train du matin, ce qui les met potentiellement en danger. Peut-être sera-t-il possible d'élargir les plages horaires sur certaines lignes pour permettre à nos jeunes de rentrer en sécurité le week-end. C'est un point sur lequel réfléchir. Il serait en outre intéressant, bien évidemment, de faire une évaluation en fin d'année sur les coûts de cette mesure. Mais la gratuité le week-end oui, pour aider les commerces de proximité.

Monsieur le Président

Merci. La parole est à Monsieur CALVAT et à Madame FRÊCHE pour conclure ce débat.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, chers collègues, je vais essayer de répondre à un certain nombre d'interrogations budgétaires, mais, tout d'abord, je vais commencer par dire que la gratuité, comme vous l'avez expliqué, Monsieur le Président, la gratuité des transports pour les habitants de la métropole, c'est une triple justice. Une justice sociale, bien évidemment, une justice environnementale, mais aussi une justice territoriale. Je le dis peut-être pour un certain nombre d'élus qui ne le savent pas, qui nous ont parlé de nos amis qui résident hors de la métropole. Les taxes payées par les entreprises ou par les citoyens de ces communes ne sont pas les mêmes que celles payées par les entreprises de la métropole. Tout simplement parce que c'est la loi. Quand vous êtes dans le cadre d'un PTU, vous payez un versement de transport, quand vous êtes hors PTU vous payez un VT, un VM maintenant, car depuis quelque mois le nom a changé. Ça, c'est la loi, le taux n'est pas le même et, par conséquent, la pire des choses serait de contribuer à cette forme de concurrence assez injuste où des entreprises peuvent décider de s'installer dans le territoire de la métropole ou juste ailleurs, parce qu'elles ne paieront pas les mêmes impôts ou les mêmes taxes. C'est injuste pour les salariés et les citoyens de la métropole. C'est pourquoi nous proposons ici la gratuité pour les habitants de la métropole, parce que, comme l'a expliqué le Président, le citoyen de la métropole paie trois fois son titre. On considère que, dans le meilleur des cas, ce que paie l'utilisateur directement par son titre de transport, c'est 30 % du coût réel. Ça fonctionne bien, c'est 30 %, le reste est payé par l'impôt des citoyens de la métropole ou par les taxes payées par les entreprises de plus de onze salariés de la métropole. C'est donc aussi une action de justice, parce que si les entreprises paient ces taxes, si les citoyens paient, ils doivent en avoir un juste retour. Chaque collectivité, chaque intercommunalité autour de la métropole de Montpellier est libre de contribuer, si elle le souhaite, avec les taxes qu'elle perçoit sur son territoire, au développement des transports et à l'usage des transports pour ses citoyennes et citoyens. C'est sa liberté, son choix démocratique.

En ce qui concerne le coût de la gratuité dans la métropole, nous l'avons estimé à 25 millions. On aura certainement dans les mois à venir un débat, Monsieur LEVITA. Il est vrai que nous cherchons à avoir de la donnée. La dernière enquête, que l'on appelle OD (Origine Destination), daterait de 2014. Quand le Président

m'a confié des fonctions de responsabilité, j'ai souhaité avoir des chiffres de fréquentation. Il est vrai qu'il faut savoir d'où viennent les usagers, l'enquête OD, qui a été faite à la sortie et à l'entrée des rames des tramways, date de 2014. Je souhaite que l'on puisse rapidement affiner ces informations. Mais la gratuité, nous en sortons il y a quelques mois, car l'exécutif précédent a choisi de mettre en œuvre la gratuité des transports pendant la crise Covid-19. J'ai demandé à la TAM combien nous avons transporté d'usagers pendant ces mois de gratuité. Elle n'a pas pu me le dire parce qu'elle n'avait pas de chiffres. Les gens ont bien validé un titre. Je vous rappelle que la gratuité n'enlève pas l'obligation d'avoir un titre de transport, car celui-ci vaut assurance. Qu'il coûte zéro euro, 1,60 euro ou 30 ou 40 euros, il faut un titre de transport lorsqu'on voyage dans un tram, un autobus ou un autocar. Quelle que soit la valeur commerciale du titre, il en faut un. Je n'ai pas eu cette information. Nous avons nos estimations, nous avons à les affiner. Le coût de la gratuité des transports, nous avons travaillé avec les services des mobilités de la Métropole et les premiers chiffreages qui nous ont été donnés s'élèvent aux alentours de 5 ou 6 millions, puis de 3 millions, puis de 2 700 000 euros. Nous sommes sur un chiffre plus raisonnable aujourd'hui sur la gratuité des titres uniques. Elle coûterait, on le verra à la fin de l'année, aux alentours de 1,5 million d'euros. Nous avons effectivement besoin d'avoir des chiffres très précis, c'est une commande qui est faite à l'opérateur de la Métropole, à la TAM, nous avons déjà échangé avec Monsieur le Directeur plusieurs fois. Nous avons vraiment besoin de disposer de chiffres de fréquentation très précis, et pas uniquement d'une enquête OD datant de 2014. Mais entre ce qui nous avait été annoncé il y a quelques jours et le chiffre réétudié par les services de mobilité sur la gratuité le samedi et le dimanche, nous sommes à 1,5 million d'euros, loin de ce qui avait pu être annoncé à un moment donné. 1,5 million d'euros, c'est raisonnable. Pourquoi ne pas aller plus vite ? Je rappelle, le Président l'a expliqué, que nous avons pris fonction le 15 juillet et que les documents budgétaires devaient nous être envoyés le 17 juillet. Nous avons su trouver dans le budget 1,5 million d'euros pour financer la gratuité le samedi et le dimanche de septembre à décembre. Je m'excuse de ne pas avoir trouvé plus en 48 heures.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-président. La parole est à Madame FRÊCHE, Vice-Présidente en charge des mobilités.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Avant de répondre à chacune des interventions, je tiens tout d'abord à vous dire que nous présentons cette délibération parce que nous avons l'intime conviction que la gratuité est, en fait, le totem d'un changement de modèle concernant les mobilités. La gratuité n'est bien évidemment pas la solution miracle. Elle ne constitue pas le seul levier que nous avons à disposition pour changer les comportements, réduire la part de la voiture et arriver à une gestion de la mobilité plus vertueuse pour l'environnement, avec des usages où chacun aura sa juste place, celle du piéton, celle du cycliste, celle de l'utilisateur des transports en commun, tramway et bus, et, enfin, celle de la voiture. Il s'agit, bien évidemment, d'une gratuité construite, mais nous avons à cœur de parvenir à la lisibilité de l'impôt la plus claire possible. Et nous souhaitons qu'un habitant de la Métropole sache clairement que ses impôts servent à financer la gratuité de son moyen de transport, plus vertueux que, comme l'a souligné Monsieur le Vice-Président René REVOL, son véhicule thermique. Je ne vais pas reprendre l'argumentaire sur le fait qu'aujourd'hui un habitant de la Métropole paie trois fois et qu'un visiteur occasionnel ne paie qu'une fois, parce que pour emprunter le tramway il n'a qu'à s'acquitter de son titre de transport occasionnel. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles nous avons fait le calcul que sur un budget de 39 millions d'euros en 2019, nous avons soustrait le montant des tickets occasionnels pour parvenir effectivement au chiffre sur lequel nous avons pris cet engagement de campagne de 24 millions d'euros.

En ce qui concerne la question de l'équité, Madame DOULAIN, la question des abonnés est une question majeure pour nous. Pourquoi ? Parce que l'abonné est fidèle, l'abonné a déjà fait le choix vertueux de prendre les transports en commun. En aucune manière, nous ne ferons donc le choix de pénaliser l'abonné dans la lecture financière que nous aurons *in fine* dans l'avenant que nous prendrons dans le cadre de la DSP TAM. C'est évident. À part cela, à part le fait de vous dire que l'abonné ne sera en aucune manière sanctionné, je vous rappelle que la politique tarifaire concerne l'article 52 de la DSP que nous avons passée avec TAM en septembre 2018. Et que pour cette politique tarifaire, nous disposons d'une estimation réalisée par les services de la Métropole. J'en profite d'ailleurs pour remercier les services de la Métropole et la TAM d'avoir été aussi agiles sur la question de la gratuité en aussi peu de temps. En ce qui concerne la question de l'estimation financière, nous prenons le temps d'affiner les chiffres. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas disposer des chiffres de fréquentation réelle, en partie à cause de l'effet Covid-19. Cela signifie qu'aujourd'hui nous sommes à une fréquentation de 80 % de la fréquentation normale. Nous ne pouvons pas faire une estimation financière dans une période aussi compliquée et aussi exceptionnelle qu'une sortie de confinement. C'est impossible. Nous prenons le temps de la raison, parce que nous aussi sommes de bons gestionnaires de l'argent public.

Ce temps est essentiel pour affiner les chiffres, récolter de la donnée, faire une évaluation et vous présenter, dans un deuxième temps, un avenant à la Délégation des Services Publics de la TAM sur la question tarifaire.

En ce qui concerne les habitants des autres communautés d'agglomération ou des communes jouxtant les frontières administratives de la métropole, il s'agit d'une question importante. On le voit d'ailleurs par l'augmentation de la population métropolitaine. Les parkings routiers, qui ont été pensés dans le temps comme des frontières de la métropole, se retrouvent aujourd'hui dans la ville. Il y a donc une réflexion à mener sur la localisation de ces parkings, qui devront à terme être repoussés aux frontières de la métropole. Peut-être que ceux qui habitent hors de la métropole et qui ont une imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière moins importante que ceux qui habitent la métropole, peut-être qu'à cause de la gratuité des transports en commun auront envie d'entrer dans le territoire de la métropole. La question de la gratuité sera un levier pour engager des discussions sur notre périmètre.

La question des manœuvres de communication. Tallinn en Estonie, l'intégralité du pays du Luxembourg, la réflexion engagée en Allemagne, les gratuités partielles éprouvées à Grenoble, à Strasbourg, à Lille, la gratuité partielle votée pour les moins de 18 ans à Paris à chaque fois qu'il y a des pics de pollution sont-elles des manœuvres de communication ? Je ne peux entendre que le sujet de la gratuité – que je sais vous intéresse – et celui du changement de modèle sur les mobilités puissent être réduits à une manœuvre de communication. Je n'en dirai pas plus. Sur la question de la sécurité et l'amplitude des horaires, je tiens tout d'abord à rassurer les contrôleurs de la TAM qu'ils resteront en place, pour la bonne et simple raison qu'il faudra contrôler les usagers de la gratuité pour les inciter à s'inscrire dans le dispositif Pass Agglo, parce qu'il faut qu'ils soient protégés. Il s'agit de la question de l'assurance, dont a parlé Monsieur le Vice-Président Renaud CALVAT. Nous avons déjà prévu, dans trois semaines, un groupe de travail pour la mise en place d'une police intercommunale des transports, afin d'assurer la sécurité des usagers des transports publics dans la ville et dans la métropole.

Il faudra mener un chantier immense en complémentarité avec Hérault Transport, le Département, la Région, SNCF Réseau pour surmonter le problème de l'interruptibilité des données. C'est essentiel. Monsieur LAURET, Monsieur le Maire, la question du maillage dans la métropole est essentielle. C'est pour cela que nous avons à cœur – il s'agit d'une priorité qui a été réaffirmée à de multiples reprises par Monsieur le Président – l'accélération des bus à haut niveau de service pour mailler le territoire, notamment la ligne 4, et assurer une desserte de qualité à toutes les communes de l'ouest de la Métropole, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Pignan, Saussan. Il est essentiel que les communes de l'ouest soient desservies le plus rapidement possible, après une phase de concertation avec chaque maire et, bien évidemment, dans un délai raisonnable.

Pour ce qui est de la question du coût, je me permets de dire que les bus à haut niveau de service ont trois qualités. Il y a d'abord la question de la vitesse et la question de l'amplitude horaire aussi bien aux heures de pointe qu'aux heures creuses. Ensuite, cette vitesse commerciale – cela me permet à chaque fois, excusez-moi, de vous montrer que nous avons une stratégie globale en termes de mobilités – cette vitesse commerciale ne pourra être assurée que s'il y a des couloirs mixtes à chaque fois qu'il n'est pas possible d'avoir une piste cyclable en site propre, car plus il y a une vitesse commerciale, plus on arrivera à faire des économies sur les coûts de fonctionnement des bus à haut niveau de service. J'en viens aussi à la question des pistes cyclables. Monsieur le Président a prorogé les arrêtés pour poursuivre l'expérimentation sur l'augmentation extrêmement forte des pistes cyclables dans la ville. Beaucoup reste à faire pour travailler les continuités avec chaque commune de la métropole et beaucoup reste à faire également dans le cœur de la métropole, à Montpellier, où existent des quartiers qui n'ont pas été travaillés. Je pense, par exemple, au quartier de La Paillade. Notre stratégie est claire : chaque fois qu'il sera possible de faire une piste cyclable en site propre, nous la ferons. Par contre, lorsqu'il ne sera pas possible, on ne pourra pas défavoriser l'utilisateur des transports, des bus à haut niveau de service. On le sait, une bonne piste cyclable, c'est une piste en site propre. Chaque fois qu'il ne sera pas possible de la faire, parce que dans le cadre d'une stratégie sur les mobilités l'important est aussi d'assurer une vitesse de qualité pour les bus à haut niveau de service, nous favoriserons les couloirs mixtes pour vélos, bus et services de secours. Voilà pour la question du maillage intercommunal avec l'accélération des quatre bus à haut niveau de service.

Monsieur LEVITA, il est vrai qu'il existe beaucoup d'études et beaucoup de doctrines sur la gratuité. Vous imaginez bien que nous n'avons pas suivi ces études parce qu'elles disent tout et son contraire. Nous avons une conviction et nous faisons des choix, car gouverner c'est choisir, pour reprendre votre référence. Il s'agit pour nous d'une intime conviction, et nous avons besoin d'avoir des ambassadeurs de la gratuité. En fait, la gratuité ne se fera pas sans vous. La gratuité ne se fera pas sans les habitants de Montpellier. La gratuité ne se fera pas sans les habitants des 30 communes de la métropole. Il va falloir assurer une communication de grande ampleur pour pousser les gens à investir ce dispositif, à investir ce changement de modèle, à faire le choix des mobilités plus vertueuses. Sur la question de la saturation des axes, aujourd'hui nous sommes confrontés à deux problèmes. Tout d'abord, sur la ligne 1 au niveau de Saint-Éloi. Dès l'arrivée de la ligne 5,

on pourra désengorger cet axe saturé sur la ligne 1 avec l'arrivée de la ligne 5 à Saint-Éloi. Deuxième axe qui est saturé, sur la ligne 2 au niveau de Saint-Jean-de-Védas. Il y aura un doublement de la voie, qui est d'ailleurs prévu dans le plan pluriannuel d'investissement. Du coup, je remercie non pas Monsieur le Président, mais Monsieur le Maire de m'avoir confié à la Ville une délégation sur la gestion du temps. Le temps avait été, et vous le savez Monsieur LEVITA, une préoccupation forte dans cette métropole. Je prendrai mon bâton de pèlerin, j'irai voir les universités, les administrations, les entreprises et nous travaillerons ensemble au décalage des temps de vie. Il suffit peut-être parfois de décaler de dix minutes les entrées. À travers cette politique de ré-répartition des temps d'entrée et de sortie dans la ville, nous pourrions agir, je crois, sur la question de la saturation. Et je crois aussi que la crise sanitaire a induit de nouveaux comportements et qu'il va falloir accompagner le télétravail. Car le télétravail est aussi synonyme de mieux-être et de circulation différente dans la ville. Je ne vais pas reprendre l'argumentaire financier parce que Monsieur le Vice-Président l'a fait bien mieux que moi, mais je vais peut-être répondre à Monsieur LAFFORGUE, je crois que cela a également été dit par Madame OLLIER. Bien évidemment que nous allons évaluer le dispositif. Il s'agit d'une obligation. Nous allons évaluer le dispositif, mais nous avons besoin de données. En fait, nous procédons comme le fait un scientifique. Nous posons une expérience, nous faisons des hypothèses et ensuite nous allons évaluer cette hypothèse pour prendre *in fine* la solution la plus efficace. D'ailleurs, c'est la même façon de procéder que pour les abonnements.

La question de la formation. Il va y avoir une question de formation avec les PDE entreprises. Vous avez tout à fait raison, Monsieur le Vice-Président LAFFORGUE, d'indiquer que, lors de la semaine des mobilités, il y aura un café organisé assez traditionnellement avec les entreprises, où nous défendrons le choix des Plans de Déplacements d'Entreprise. Là aussi, nous prendrons notre bâton de pèlerin pour accompagner cette démarche. Pour terminer, je voudrais ajouter que, en ce qui concerne la question des plans de mobilité, une autorisation de programme de 150 millions d'euros pour les piétons, pour les espaces publics, pour la question des vélos va être votée, ainsi que la question de l'extension de la ligne 5, la question du raccordement de la gare TGV Sud de France à la gare Saint-Roch et celle de la mise en place d'une ZFE. C'est une obligation induite par la loi LOM. Nous voulons aller plus loin, je sais que le marché sera rendu très prochainement, nous souhaitons prendre un arrêté beaucoup plus ambitieux, c'est-à-dire ne pas nous arrêter au périmètre de l'Écusson, mais couvrir l'intégralité du territoire de la Métropole pour ne pas créer de distorsions commerciales, notamment en termes de livraisons, entre les commerces du centre-ville et les commerces de périphérie, qui sont plus accessibles en voiture. Pour toutes ces raisons, soyez assurés que nous serons vigilants sur les données publiques, mais que nous serons en même temps les défenseurs de la gratuité au niveau local, national et européen, parce que nous sommes la première Métropole à initier, dans cette première étape, la gratuité des transports publics, pour un réseau de tramways de la taille qui est la nôtre. Je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. Permettez-moi de saluer votre intervention qui montre combien vous avez pris en main le dossier, comme beaucoup de collègues l'ont fait, mais ce dossier des mobilités sera le grand dossier de ce mandat. Merci à tous pour la qualité de ce débat. Vous serez d'ailleurs la représentante au GART dans les nominations, et je ne doute pas que vous allez influencer les positions des organismes de transport, positions qui sont héritées des développements des réseaux budgétaires et qui vont être importantes, et Monsieur le Maire de Beaulieu a parfaitement raison de dire que rien n'est gratuit. Nous socialisons énormément de dépenses. Les routes sont socialisées, elles sont gratuites et nous investissons. Ce sont des budgets de fonctionnement et nous ne nous posons pas la question de revenir en arrière. D'autres dépenses sont engagées sur notre budget. La volonté qui est la nôtre n'est pas d'être dans un empilement de politiques publiques, mais dans des transformations de politiques publiques et de réorientation des dépenses de fonctionnement. Je le dis, il s'agit de faire des choix. L'on peut s'interroger en disant : « Ça coûte ». Bien sûr, c'est normal. Mais on peut aussi interroger les dépenses dans d'autres secteurs et leur légitimité, et se dire : « Ces dépenses sont-elles utiles à tous ? ». Et l'on peut aussi s'interroger sur les surcoûts générés par des choix qui ont été des non-choix, qui font que des coûts plus importants vont s'imposer à nous. Ce n'est pas pour vous que je dis cela, c'est pour nous tous. Il y a des dépenses que l'on considère comme acquises, des budgets que l'on considère comme acquis. Ici, le choix que nous faisons, l'orientation politique que nous proposons va nous obliger, va nous conduire à faire des choix. Parce que, je le dis de manière assez sereine, il y a eu aussi parfois des non-choix. Il y a eu des non-choix et il y a des impasses. Comme nous dépensons 10 millions d'euros de dépenses de fonctionnement parce que nous exportons nos déchets, nous sommes dans une impasse. Et cette politique publique, cet argent du contribuable ne sert à rien, elle sert à mettre des déchets sur des camions et à produire du CO2. Et c'est pour cela que Monsieur VASQUEZ a un intitulé explicite : stratégie zéro déchet. Car nous devons changer de modèle. Si nous changeons cela, nous pouvons financer la gratuité des transports. C'est pour cette raison que Monsieur ASSAF, Vice-Président en charge des transports, doit accompagner la mutation du sport professionnel...

Intervention hors micro.

... des sports, pas du transport, pardon, c'est obsessionnel ! En charge des sports, du sport professionnel, qui est un changement de modèle. Les grands dirigeants des clubs sportifs nous sollicitent, nous avons des discussions très fructueuses, très prometteuses, ils sont avec nous. Nous consacrons aujourd'hui beaucoup d'argent public à ce domaine, parce qu'il a fallu accompagner le développement des sports de haut niveau. Ce sont des choix qui furent portés par des élus qui siègent ici depuis très longtemps. Mais ils nous le disent : « Nous voulons maîtriser notre outil, en disposer ». Et donc transformation. Et je pourrais prendre les choses ainsi sur énormément de sujets. Nous ne sommes pas ici pour empiler des politiques publiques et pour mener de tacites reconductions des dispositifs budgétaires. Nous sommes ici pour mettre en œuvre collectivement des transformations profondes de notre territoire, qui vont prendre du temps, tout le monde en est conscient et en premier lieu nos concitoyens. Nous sommes ici pour engager les transitions indispensables. Ce sera un mandat sur les mobilités. Je l'ai dit parfois au cours de la campagne électorale, qu'est-ce qu'on aimerait, quand on est maire ou président d'une métropole, inaugurer un équipement culturel, moi qui étais élu à la culture ! Ce ne sera pas de nouveaux équipements, ce sera évidemment de l'accompagnement sur le fonctionnement, pour trouver des synergies, mais notre priorité – et c'est le sens de l'AP qui sera présentée dans quelques instants – c'est bien les mobilités.

Et puis, dans un contexte de coopération avec la Région, avec le Département, de relations apaisées avec l'ensemble des partenaires, c'est potentiellement des projets cofinancés, donc plus efficaces, et de nouvelles marches de manœuvre que nous allons créer. Je ne l'ai pas dit dans les informations du Président, mais j'ai fait deux heures trente de réunion avec le représentant du GART, deux heures trente avec le Président MESQUIDA et quatre heures quarante avec le Préfet – on était partis pour une nuit blanche... Nous avons beaucoup de projets à nous faire cofinancer. Bien sûr, nous pouvons rester sur les modèles anciens et continuer. Mais si nous continuons sur les modèles anciens, nous déclinons. Et le destin de Montpellier Méditerranée Métropole est d'être l'un des lieux où l'avenir s'invente. En matière de mobilités, nous avons du retard que nous devons rattraper, nous devons rajouter des étages à la fusée. Qu'il me soit permis cette touche personnelle pour la référence. À l'entrée de la Métropole de Montpellier, Georges FRÊCHE avait eu l'intelligence à l'époque – je crois que c'étaient des vœux au Conseil municipal pour que Pierre MENDÈS FRANCE entre au Panthéon – de poser cette plaque : « Gouverner, c'est choisir ». Je ne parle pas souvent de moi. Il se trouve que mon arrière-grand-père, que je n'ai pas connu, était le seul qui avait un engagement public dans ma famille. Il était au comité de soutien de Pierre MENDÈS FRANCE, quand il était candidat à Louviers pour devenir Président du Conseil et pour porter des choix politiques. Gouverner, c'est choisir. Le choix qui est le nôtre, c'est celui de la transition écologique et solidaire. Et ce choix, nous le mènerons. Nous savons que le chemin est difficile et nous l'engageons à travers le vote de cette délibération qui, j'espère, recueillera un avis le plus large possible.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : M. Max LEVITA, Mme Joëlle URBANI.

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Patricia MIRALLES, M. Arnaud MOYNIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 2 – HORS COMMISSION – RAPPORT SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ DANS LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ANNÉE 2019

Monsieur le Président

Je peux ouvrir la discussion. C'est un rapport qui est le fruit du travail de la précédente majorité. Vous avez le document et c'est à l'aune d'un an de travail du nouveau Conseil de Métropole que l'on pourra débattre. À moins qu'il n'y ait pas une question, mais... Pardon, Monsieur PATERNOT, allez-y. Et d'ailleurs, il n'y a pas de vote, il faut seulement en prendre acte. Allez-y.

Bruno PATERNOT

C'est justement pour le commenter. C'est extrêmement important. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Vice-Présidents, Mesdames et Messieurs les Conseillers, chaque personne ici a le désir de faire mentir l'auteur de 1984, quand il dit que le discours politique est destiné à donner l'apparence de la solidarité

à un simple courant d'air. Nous avons, Monsieur le Président, un mandat pour faire de l'écologie et non du développement durable, comme le présente ce rapport. Nous avons un mandat pour transformer l'urbanisme de nos villes et de nos villages, et non pour faire des, je cite : « diagnostics partagés en concertation et intelligence collective », p. 104. Nous avons un mandat pour mener une politique sur le bien-être animal. Le mot « animal » n'est pas présent du tout dans le bilan de ce qui a été fait en 2019 pour, je cite : « la reconquête de la biodiversité ». Nous avons un mandat pour aider les entreprises à moins, ou à ne pas, créer, malgré elles, de la pollution visuelle ou sonore, plutôt que d'organiser, je cite « un *sharing coffee* sur le thème du *Green IT* », p. 74. Nous avons un mandat pour faire manger à nos enfants du bio, du bon, Dubonnet, du local, et non pour « sauvegarder les services que la biodiversité et la sauvegarde des milieux fournissent ». Je voudrais m'arrêter sur cette phrase : « sauvegarder les services que la biodiversité et la sauvegarde des milieux fournissent ». Outre le fait qu'elle est incompréhensible pour énormément de monde, cela veut dire que la nature ne nous sert qu'à produire des biens que nous pouvons consommer, dont nous pouvons nous servir. C'est ce paradigme que nous devons absolument changer. Plutôt que de 100 pages de novlangue orwellienne qui tord le réel, je tiens à préciser que, contrairement à ce que dit ce rapport, récolter des données numériques n'est pas bon pour l'environnement. Vous pouvez faire confiance, Monsieur le Président, aux écologistes pour fournir aux citoyennes et aux citoyens à la fin de notre mandat un bilan facile à lire, facile à comprendre pour et par tout le monde. Il faut en finir avec les bilans et les documents préparatoires qui font 1 640 pages, afin que l'on puisse se plonger dedans au lieu de s'y noyer. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. Monsieur CALVAT, brièvement.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup. Juste pour vous dire que ce document intègre le procès obligatoire de vote du budget dans toutes les intercommunalités de France de plus d'un millier d'habitants. Il faut présenter le bilan du développement durable, c'est le nom officiel du document, c'est dans le cadre du procès budgétaire de l'exécutif précédent. La question ici n'est pas de refaire la campagne, elle a eu lieu. On avance et on travaillera différemment pour les bilans de l'année 2020 et 2021, qui seront les bilans de la majorité actuelle, mais il faut prendre acte du travail qui a été réalisé par la précédente majorité sans faire de polémique. Les élections ont eu lieu, elles ont donné ce qu'elles ont donné, maintenant on avance, on construit. Nous serons jugés aussi dans six ans sur ce que nous aurons fait. Mais ce document est le document de la précédente équipe, on doit en prendre acte, il a été réalisé, vous a été transmis et est indispensable au vote du budget. On ne peut pas voter le budget s'il ne vous a pas été transmis.

Monsieur le Président

D'autres interventions ? C'est juste... Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Je me sens un peu mal à l'aise à voter sur la base de ce document. Il y a eu, entre-temps, des élections. Je respecte le travail qui a été fait précédemment, mais je n'étais pas élue à cette époque. J'entends que c'est une obligation, mais je voulais juste noter que je ne souhaite pas participer à ce vote, car je n'étais pas élue à cette époque, et que je respecte le travail qui a été fait, même si je rejoins Monsieur PATERNOT sur certains points.

Monsieur le Président

C'est donc un vote sur un donner acte.

Mme Clara GIMENEZ (avec le pouvoir de Mme Agnès SAURAT), M. Laurent JAOU, M. Arnaud MOYNIER, M. Hervé MARTIN, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO (avec le pouvoir de M. Jean-Noël FOURCADE), sortent de séance.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Clothilde OLLIER.

Le Conseil prend acte.

Pour : 78 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN.

AFFAIRE N° 3 – FINANCES AVEC LES COMMUNES – RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER – ADOPTION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 4 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2019 – BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION

Monsieur le Président

Monsieur SAUREL et moi-même allons sortir. Je propose à Monsieur CALVAT de présider la séance. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Monsieur CALVAT préside la séance.

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD et M. Philippe SAUREL sortent de séance.

M. Laurent JAOU, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Pierre RICO (avec le pouvoir de M. Jean-Noël FOURCADE) entrent en séance.

Renaud CALVAT

Merci. Ça ira vite. Ne partez pas trop loin, Messieurs SAUREL et DELAFOSSE. Le conseil est principalement budgétaire et nous avons eu 28 rapports qui concernent la réalisation du budget. Comme l'a expliqué le Président, nous avons dû le réaliser dans des conditions complexes. Je salue, et je le referai plusieurs fois ce matin, l'ensemble des services de la Métropole, toutes les équipes de Monsieur DOMEIZEL, c'était un vrai plaisir de travailler avec vous. J'ai pu échanger avec Monsieur LEVITA, qui m'a dit que lui aussi avait pris beaucoup de plaisir à travailler avec vous. Je vous salue et je salue la qualité de vos équipes. Le compte administratif est un document comptable. Pour les mêmes raisons que j'ai pu évoquer sur le bilan du développement durable, nous n'avons pas à juger de sa pertinence ou pas. Les élections sont finies, mais le compte administratif prend acte de ce qui a été réalisé l'année dernière, en 2019. Il doit être conforme, vous le savez, au compte de gestion du receveur. Ce n'est pas un satisfecit donné à des actions de politique publique, c'est simplement prendre acte que ces actions ont été réalisées et qu'elles sont, d'un point de vue comptable, respectueuses de l'orthodoxie budgétaire et conformes au compte de gestion du receveur.

Vous avez un certain nombre de données chiffrées, que je vais rapidement vous lire. Les dépenses de fonctionnement du compte administratif, l'autre donnée un peu complexe dans ce budget, et là on va y travailler avec Monsieur DOMEIZEL c'est que nous avons à la Métropole de nombreux budgets annexes qui sont complexes et qui, pour certains d'entre eux, ne sont pas forcément indispensables. On en reparlera, mais les budgets annexes sur l'eau et les transports ne sont peut-être pas aujourd'hui indispensables. Peut-être que l'année prochaine, l'ensemble des budgets annexes sera intégré au budget général de la Métropole. Il n'empêche qu'aujourd'hui nous devons voter les comptes administratifs du budget général et des budgets annexes, ainsi que les transferts des comptes de résultat, les comptes de gestion et les BP de chacun des budgets annexes. C'est un peu long, mais c'est important. Peut-être que l'on fera plus simple l'année prochaine. Et aussi en ce qui concerne la présentation budgétaire de l'année prochaine – nous en avons parlé avec le Président –, nous proposerons aux Vice-Présidents de présenter les grandes orientations budgétaires de leur délégation, ce qui prendra un petit plus de temps, mais chaque Vice-Président sera responsable de ses orientations budgétaires et des projets qu'il soumettra à l'Assemblée métropolitaine et le Vice-Président aux finances sera simplement la balance à la fin, mais chaque VP sera responsable devant vous de son budget. Là, nous faisons au mieux en 48 heures.

Le compte administratif 2019 que nous vous proposons est :

- dépenses de fonctionnement, 439 794 359 euros et 32 centimes ;
- recettes de fonctionnement, 520 851 634 euros et 88 centimes ;
- dépenses d'investissement, 290 821 168 et 54 centimes ;
- recettes d'investissement, 248 575 861 euros et 81 centimes.

Y a-t-il des remarques sur ce compte administratif ? Je sou mets aux voix.

Intervention hors micro.

Pardon ? Oui, le compte administratif du budget principal. Ah, oui, Monsieur LEVITA, je ne vous avais pas vu, excusez-moi.

Max LEVITA

Rassurez-vous, ce n'est pas pour vous agresser. Bien sûr, les moutures du budget administratif 2019 avaient été préparées sous mon contrôle, ce qui fait que je peux comparer ma mouture, dont on n'a plus besoin, et la vôtre. Ma première mouture, j'en conviens, est un peu plus hagiographique que la vôtre. La deuxième mouture sur laquelle nous débattons est plus sèche, plus comptable. C'est normal, penseront certains d'entre vous. Ce n'est pas si normal que cela. À mon sens, il serait normal, il serait plus juste, plus élégant – pour autant que l'élégance puisse exister dans ce débat – de convenir de la qualité de la gestion précédente et de se donner comme objectif, Monsieur le Vice-Président, de faire au moins aussi bien sinon mieux. Pour ma part, je vous souhaite très sincèrement de faire aussi bien.

Je voudrais vous donner des chiffres – vous détestez les chiffres dans cette assemblée, mais tant que je serai là vous y aurez droit. Au cours du mandat précédent, la Métropole a dépensé 4 milliards en six ans, 2,6 milliards en fonctionnement et 1,4 milliard en investissement. La fiscalité n'a pas bougé pendant le mandat. La dette a diminué, la capacité des endettements a considérablement diminué. Nous sommes à 3,4 pour le budget principal et à 5,4 pour le budget consolidé. Le contrat financier signé avec l'État a été respecté. Vraiment, je vous souhaite de faire aussi bien. J'ai juste quelques curiosités à vous soumettre, Monsieur le Vice-Président. C'est, un, vous avez supprimé les comparaisons avec les autres métropoles, je ne le comprends pas, ce sont des comparaisons comptables qui permettent de se situer par rapport aux autres. Vous avez supprimé – ce qui est plus curieux, plus intéressant – le montant cumulé de la contribution au redressement des finances publiques. Franchement, je me demande pourquoi. Je n'ai jamais mis en cause la politique nationale, le gouvernement y prend ses décisions sous le contrôle du Parlement. Ces décisions s'appliquent. Point. Toutefois, je tiens à le répéter, car ce n'est pas dans le texte, la contribution de la Métropole s'élève à 162 millions sur la durée du mandat. 162 millions, ce n'est pas tout à fait une paille et c'est une information, à mon avis, qu'il est utile d'avoir parce que rien n'indique que, dans la conjoncture économique actuelle, l'État ne mettra pas les collectivités locales à contribution. Toutefois, vous n'avez pas changé la présentation, peut-être par manque de temps, peut-être pour reconnaître la qualité de la présentation qui a été adoptée et qui vise à la plus grande transparence. Merci, Monsieur le Vice-Président, de m'avoir donné la parole.

Renaud CALVAT

C'est toujours un plaisir de vous entendre, Monsieur LEVITA. On partage de longues relations respectueuses et amicales, je l'assume et je n'ai aucune difficulté à le dire, vous le savez. Nous avons d'ailleurs échangé, il y a quelques jours, quand je vous ai annoncé que je prenais votre suite et que j'ai estimé qu'il était aussi de ma responsabilité de pouvoir échanger avec mon prédécesseur. En ce qui concerne le fait que ce document n'est pas hagiographique, il aurait pu l'être, s'il avait respecté le calendrier budgétaire. Je peux reprendre 2014. Monsieur le Président, en 2013 et 2014, n'était pas membre de cette assemblée, mais lors du précédent mandat, l'ordre des calendriers budgétaires avait été respecté : débat d'orientation budgétaire, compte administratif, compte de gestion, budget avant mars 2014. Tout avait été fait entre décembre 2013 et janvier 2014. Le Président sortant, son Vice-Président sortant aux finances ont pu mener à bien, ont pu exprimer toute leur satisfaction sur leur mandat précédent. Si vous aviez présenté le budget avant mars 2020, vous auriez pu dire à quel point votre budget était de grande qualité. Vous ne l'avez pas fait, nous sommes d'ailleurs l'une de rares collectivités à ne pas l'avoir fait. On aurait très bien pu, et c'est ce que font toutes les collectivités et ce qu'ont fait les prédécesseurs, Monsieur MOURE et Madame MANDROUX à la Ville de Montpellier, voter le budget avant les élections et laisser au successeur la possibilité de faire ce que vous avez fait en 2014. Vous êtes arrivé en 2014, le budget était voté. Il ne correspondait pas aux orientations politiques du Président, ce qui est normal, c'est la démocratie, et vous avez pu faire en quelques mois des DM et un BS. Parce que vous n'avez pas respecté – je ne souhaitais pas le dire, mais vous m'avez tendu la perche, Monsieur LEVITA –, parce que vous n'avez pas respecté le calendrier budgétaire, alors que l'Agglomération de Montpellier ou la Ville il y six ans l'avaient fait et que les autres collectivités, y compris en période électorale, l'avaient fait, j'aurais pu avoir, en tant que nouveau Vice-Président, comme vous avez eu cette chance en 2014, le temps d'amender le budget, de faire des décisions modificatives ou un BS. Là, nous ne pourrions même pas faire un BS, il faudra faire une DM en novembre. Effectivement, j'ai souhaité – et c'est ce que j'ai demandé à l'administration – que ce compte administratif soit le plus factuel possible, parce que c'est un document qui prend simplement acte de ce que vous avez fait. Il ne m'appartient pas, maintenant que les élections sont passées, de dire si c'était vertueux ou pas. Le débat a eu lieu il y a quelques semaines. Si vous aviez fait le budget, et je siégeais ici dans cet hémicycle quand on s'est réunis en janvier, nous aurions pu au moins faire le DOB. Nous ne l'avons pas fait et, effectivement, le document qui vous est soumis au vote, est un document purement comptable et qui reflète la réalité de votre gestion. Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Vice-Président, Mesdames et Messieurs, c'est simplement pour vous rappeler que ce budget en 2019 avait produit quelques interrogations de la part de certains conseillers de cette assemblée, qui sont aujourd'hui encore présents. Moi-même j'avais voté contre ce budget et donc, par logique, je m'abstiendrai sur ce compte administratif.

Renaud CALVAT

Je vous remercie. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Vice-Président. Compte tenu du vote consécutif du compte administratif et du budget, et par cohérence, Hervé MARTIN, Clare et moi-même ne participerons pas au vote.

Renaud CALVAT

D'autres interventions ? Je vous remercie et je sou mets au vote. Le compte administratif du budget principal est ainsi adopté. Je vous en remercie.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Abstentions : 15 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Julien MIRO, Mme Clothilde OLLIER, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N° 5 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2019 – BUDGET ANNEXE TRANSPORT – APPROBATION

Intervention hors micro.

Renaud CALVAT

Nous avons ensuite les comptes administratifs des budgets annexes sur les transports. Je pense que les deux présidents ne peuvent pas rentrer, ils doivent rester dehors. Ils discutent, ils peuvent.

Nous avons encore trois ou quatre comptes administratifs. Je vous propose donc le compte administratif 2019 du budget annexe des transports. Les chiffres ont dû s'afficher.

- dépenses de fonctionnement, 95 144 469 euros et 92 centimes ;
- recettes de fonctionnement, 142 323 695 euros et 13 centimes ;
- dépenses d'investissement, 97 963 515 euros et 68 centimes ;
- recettes d'investissement, 75 108 016 et 78 centimes.

J'imagine que le vote sera identique pour l'ensemble des budgets annexes du compte administratif.

Intervention hors micro.

Non. Y a-t-il des prises de parole sur le CA du budget annexe transport ?

M. Michel ASLANIAN, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Jean-Pierre RICO (avec le pouvoir de M. Jean-Noël FOURCADE) sortent de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 6 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2019 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – APPROBATION

Renaud CALVAT

Il est inscrit au compte administratif, conformément au compte de gestion :

- dépenses de fonctionnement, 14 671 138 euros et 39 centimes ;
- recettes de fonctionnement, 33 936 698 euros ;
- dépenses d'investissement, 47 569 517 euros et 47 centimes ;
- recettes d'investissement, 33 774 161 euros et 57 centimes.

Même vote sur le budget annexe. Je vous remercie.

Mme Catherine RIBOT sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 7 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2019 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – APPROBATION

Renaud CALVAT

Ces budgets annexes sont un peu étonnants. Vous allez le voir, ce sont souvent des écritures comptables.

- dépenses de fonctionnement, 58 853 euros et 42 centimes ;
- recettes de fonctionnement, 116 208 euros et 80 centimes ;
- dépenses d'investissement, 29 centimes ;
- recettes d'investissement, 15 233 euros et 44 centimes.

Il s'agit d'opérations de régularisation, d'amortissement demandés par le comptable, des jeux d'écriture demandés par les comptables publics. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 8 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2019 – BUDGET ANNEXE PARKING – APPROBATION

Renaud CALVAT

Il s'agit du parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier.

- dépenses de fonctionnement, 370 606 euros et 91 centimes ;
- recettes de fonctionnement, 2 835 676 euros – je vous fais grâce des centimes ;
- dépenses d'investissement, 46 401 euros ;
- recettes d'investissement, 52 133 euros.
-

J'imagine que le vote est identique. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°9 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2019 – BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – APPROBATION

Renaud CALVAT

Le budget annexe de l'eau potable. Le compte administratif :

- dépenses de fonctionnement, 427 635 euros et 60 centimes ;
- recettes de fonctionnement, 5 185 903 euros ;
- dépenses d'investissement, 29 598 euros ;
- recettes d'investissement, 653 675 euros et 56 centimes.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Nous pouvons faire revenir le Président SAUREL et le Président DELAFOSSE. Les comptes administratifs ont été adoptés. Je vous en remercie.

M. Michaël DELAFOSSE, M. Philippe SAUREL et M. Manu REYNAUD entrent en séance.

Mme Nicole MARIN-KHOURY sort de séance.

Mme Mylène FOURCADE (avec le pouvoir de M. Jacques MARTINIER), M. François RIO (avec le pouvoir de Mme Anne RIMBERT) sortent de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 5 est faite, la n° 6 également.

Intervention hors micro de Renaud CALVAT.

Monsieur le Président

Il y a eu des débats. Monsieur CALVAT.

AFFAIRE N° 10 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019 – BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Renaud CALVAT

Nous venons de voter les comptes administratifs. Maintenant, il faut affecter le résultat de 2019 au budget principal. Nous vous proposons donc d'affecter en section de fonctionnement 21 319 311 euros et en section d'investissement 59 737 964 euros.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 11 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019 – BUDGET ANNEXE TRANSPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous connaissez les documents. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 12 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019 – BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous avez connaissance des documents. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 13 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019 – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MÉDIERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous avez connaissance des documents. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 14 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019 – BUDGET ANNEXE PARKING DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous avez connaissance des documents. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 15 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous avez connaissance des documents. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 16 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES – DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES – ADOPTION

Monsieur le Président

Je cède la parole à Renaud CALVAT, Vice-Président aux finances.

Renaud CALVAT

Merci. Mes chers collègues, comme l'a expliqué le Président, nous avons commencé un échange avec Monsieur LEVITA sur le compte administratif. Nous avons eu quelques heures avec l'administration pour préparer ce rapport d'orientations budgétaires, ainsi que ce BP. Il s'agit d'un budget de transition. Néanmoins, nous avons souhaité inscrire à ce budget – on va en parler d'ici quelques minutes – des opérations fortes, comme la gratuité des transports pour les citoyens et les citoyennes de la métropole dès le mois de septembre dans le week-end. Ce petit tableau vous permet de faire la comparaison avec le calendrier budgétaire habituel. Normalement, nous aurions dû avoir un DOB, un débat d'orientation budgétaire, en novembre de l'année N-1, un budget primitif en décembre de l'année N-1, un compte administratif en juin de l'année N et un BS éventuellement en juillet ou en septembre de l'année N. Nous sommes contraints aujourd'hui, le 31 juillet, à faire le DOB, le compte administratif, le compte de gestion et le débat d'orientations budgétaires dans la même séance. Nous ferons certainement une décision modificative du budget en octobre ou en novembre, mais nous en parlerons avec le Bureau, avec l'ensemble des Maires et des Vice-Présidents. Ce que nous vous proposons, c'est ce que nous avons fait au mieux de nos capacités en quelques jours.

Vous le savez, le contexte de la crise sanitaire était difficile, des décisions ont été prises par le précédent exécutif que nous devons intégrer dans ce budget – on va vous en parler dans quelques minutes. Il y a eu la suspension pour cette année de ce que certains appellent « le Pacte » ou « la Contrainte de Cahors » – on aura certainement un débat dans ces prochains mois sur ce sujet. Vu le contexte de crise sanitaire, fort heureusement, nous ne sommes pas tenus à ce contrat, dans le cas contraire ce serait extrêmement difficile d'accompagner nos concitoyens pendant la crise comme ils ont été accompagnés dans la métropole. Une nécessaire transition écologique, on en a parlé, est en œuvre. Une des premières actions sera la gratuité des transports. Mais il y aura aussi la mise en place d'une AP de 150 millions d'euros sur les mobilités alternatives. En outre, il faudra intégrer la future réforme de la suppression de la taxe d'habitation, qui n'est pas forcément une mauvaise chose pour la Métropole, car elle va être compensée par la TVA qui est dynamique. Néanmoins, politiquement, cette mesure enlève aux collectivités le droit de choisir le montant de l'impôt qu'elles prélèvent sur les citoyens. L'un des grands combats de la démocratie locale était de pouvoir choisir librement les femmes et les hommes qui nous administrent, ainsi que de pouvoir choisir l'imposition qui nous est soumise. Le gouvernement actuel supprime, petit à petit, cette liberté qui était donnée aux collectivités locales. Je pense qu'il y aura des discussions sur ce sujet au cours de ces prochains mois, j'en suis persuadé.

L'impact de la crise sanitaire, en section de fonctionnement, nous coûte 8,3 millions d'euros de dépenses supplémentaires de soutien pour les loyers, les subventions à l'ESS, la gratuité des parkings et l'achat des masques pour la population. Nous avons quelques recettes, 1 million, mais c'est très peu. La crise sanitaire va coûter à la Métropole en dépenses supplémentaires 8,3 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 16 millions de recettes en moins. Pour ce qui est du versement transport, le versement mobilités, dont on a parlé au début de ce conseil, on a pris une estimation difficile avec Monsieur DOMEIZEL, mais la perte de recettes envisagée pour la Métropole en 2020 s'élève à 11 millions d'euros, tout simplement parce que cette taxe est issue de la masse salariale. Comme une grande partie des salariés de la Métropole a été mise en chômage partiel, le produit de la taxe est forcément inférieur. C'est pour cette raison que nous sommes en train d'écrire avec le Président au Premier Ministre pour lui demander une compensation de l'État pour cette perte de recettes de 11 millions d'euros. Au moins une compensation partielle, car l'État a pris en charge une grande partie du chômage partiel. Mais il faut que l'État puisse transmettre à la collectivité une compensation pour cette perte de recettes. On espère donc que la perte de recettes ne sera que de 8 ou 9 millions d'euros, mais nous avons inscrit – car nous sommes prudents, Monsieur LEVITA, et je pense que vous ne pourrez que partager cette façon de faire –, nous avons inscrit 11 millions d'euros de perte de recette au BP. On verra en DM si nous pouvons inscrire un chiffre inférieur.

La perte de 1,7 million de taxes de séjour n'est pas liée à son abattement. C'est simplement le fait qu'il y a moins de touristes dans les hôtels et dans les campings de la métropole et que, par conséquent, on enregistre 1,7 million d'euros de perte de taxes de séjour. La CFE, c'est 1 million de dégrèvements que nous allons voter et 800 000 euros c'est la perte de recettes de produits de service – piscines, médiathèques, musées –, des gratuités qui ont été décidées au cours de la mandature précédente. Il a fallu équilibrer ce budget avec ces données, qui sont complexes. On espère avoir une bonne surprise et je sais que Monsieur le Président va à Paris nous représenter pour plaider notre cause, afin d'obtenir une compensation sur le versement des mobilités.

Nos objectifs de bonne gestion sont classiques : stabilité des taux d'imposition, pas d'augmentation des taux d'imposition ménages pendant la durée du mandat – c'est l'objectif que le Président nous a fixé – conserver une dette soutenable. Nous ne souhaitons pas aller au-delà de 12 ans de capacité d'endettement, nous nous en approchons déjà, c'est pour cette raison que, sur la question de la ligne 5 du tramway, nous voulons comprendre l'inflation du coût. Il faut rester sur des capacités d'endettement inférieures à 12 ans et – je crois que l'on est tous d'accord, l'ensemble des Maires présents ici fait la même chose dans sa commune – il faut maîtriser nos dépenses de fonctionnement pour continuer à dégager des marges de manœuvre en investissement. Concrètement, quelles sont donc les grandes traductions budgétaires de nos engagements ? On en a longuement parlé, plus d'une heure de débat passionnant en début de séance sur la gratuité. Je salue encore l'intervention de Julie FRÊCHE. Donc, voilà, 1,5 million d'euros estimés sur la gratuité des transports publics pour les citoyens de la métropole dès septembre 2020 le week-end. Une création de ligne mobilité active d'une AP de 150 millions d'euros dès cette année – pistes cyclables, mobilités alternatives. Un travail majeur que nous devons faire sur les déchets. Je cherche Monsieur VASQUEZ, nous devons trouver 9,7 millions d'euros par an pour gérer les déchets à la suite de la fermeture du casier de Castries. Le surcoût pour la collectivité est de 9,7 millions d'euros par an. Il faut trouver des solutions qui permettent de faire baisser ce chiffre, Monsieur VASQUEZ, c'est la mission qui est la vôtre. Je viendrai vous voir régulièrement pour faire baisser ce chiffre, je compte sur votre engagement.

On parle souvent des dépenses, mais il faut parler aussi des recettes et l'une des principales recettes de la Métropole est ses entreprises. Si les entreprises de la métropole investissent et produisent de la richesse, une partie revient à notre institution. Nous souhaitons donc accompagner les entreprises. Il y a toute une série d'actions qui vous est proposée dans ce budget. L'adhésion au projet de la Région, le fonds local pour aider les PME de notre territoire, le fonds de souveraineté, le fonds d'urgence pour un loyer professionnel. Il vaut mieux donner 100 cents euros à une PME pour qu'elle ne ferme pas, plutôt que de se retrouver avec 2 ou 3 salariés au chômage en septembre. Une délibération aujourd'hui vous est proposée, avec plusieurs centaines de dossiers de soutien à des petites PME pour qu'elles passent la crise du Covid-19 dans des conditions moins difficiles. Ensuite quelques budgets d'étude, 100 000 euros pour le projet Med Vallée, 100 000 euros pour préfigurer l'Agence de développement économique et une action forte pour le tourisme. On sait à quel point Montpellier et sa Métropole vivent du tourisme et des congrès. Il faut accompagner le Corum, aujourd'hui on a besoin de faire revenir à Montpellier des congrès. C'est important pour les hôteliers, pour toute l'économie. Il faut aider, et le Président en parlera, il faut créer un fonds de garantie commune. Une mesure qui est importante et que nous voulons mettre en place dans ce mandat, c'est l'accompagnement des Maires dans leurs investissements par la création de deux lignes. La première ligne est une dotation de solidarité communautaire. On y a inscrit cette année 1 million d'euros, mais avec ce que nous avons vécu avec le Covid-19, ce n'est pas cette année que les communes vont investir pour rénover leurs écoles. Ce sera plutôt l'année prochaine. Qui plus est, de nombreux Maires viennent de s'installer récemment et il faut leur donner le temps de prendre connaissance de leur budget. En revanche, la dotation de solidarité communautaire sera répartie selon des critères bien précis, le potentiel fiscal de la collectivité. Ensuite, on en débattera en conférence des Maires et en Bureau, dans le nouveau Bureau qui comprend tous les Maires et les Vice-Présidents, pour mettre en place ce système de répartition chaque année. Un million d'euros pour 2020.

On vous propose également la mise en place d'un fonds de concours d'investissement pour les communes. L'objectif n'est pas de donner une somme identique chaque année. Le premier fonds est une somme identique chaque année pour chaque commune ; le deuxième fonds implique, au contraire, de discuter avec les Maires sur la question « Quels sont le ou les projets structurants de votre mandat ? ». Dans votre mandat pour les six prochaines années, vous allez avoir un projet structurant – une école, la requalification d'un cœur de ville. Quel est le projet structurant de votre mandat ? Et dans ce cas, on proposera de voter un fonds de concours pour l'accompagner. Mais il ne s'agit pas d'une somme d'argent dont les communes bénéficieront chaque année. Chaque année, c'est la première ligne, la dotation de solidarité. Le fonds de concours sera une somme plus importante, donnée aux communes pour un ou deux projets structurants par mandat. On aura l'occasion d'en débattre à nouveau en réunion de Bureau.

Voilà les grands éléments budgétaires que nous voulions vous présenter. C'est ce que nous avons pu faire en quelques jours. Des éléments marqueurs forts sur la transition écologique, les mobilités alternatives, la stabilité fiscale, l'accompagnement des communes dans leurs projets structurants. C'est un budget de transition, c'est un budget offensif, c'est un budget qui doit intégrer la crise sanitaire. Vous avez vu les sommes importantes, plus de 22 millions d'euros, qui représentent le coût de la crise sanitaire pour la Métropole. C'est un budget vertueux que nous voulons le plus raisonnable possible. Nous ferons certainement mieux tous ensemble l'année prochaine. Le budget 2021 sera construit avec l'ensemble des Maires et des Vice-Présidents. Nous avons pu présenter ces éléments au Bureau mardi dernier. Pour le budget de l'année prochaine, vous serez associés de manière plus active, c'était dit pendant le vote du compte administratif. Nous avons fait au mieux pendant les 48 heures qui nous étaient imparties. Monsieur le Président, merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur CALVAT, pour cette présentation. Il s'agit du débat d'orientations budgétaires. Je propose d'avoir la discussion après que nous aurons les votes en APCP. S'il est possible de lier le débat et peut-être les explications de vote.

J'ouvre le débat sur ce DOB. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Monsieur le Vice-Président chargé des finances, je vous remercie des paroles aimables que vous avez eues à mon égard. Je ne suis pas du tout votre adversaire et j'ai écouté votre intervention avec plaisir. J'ai l'impression de parler la même langue que vous, ce qui est pour moi remarquable. Il n'a échappé à personne que l'année budgétaire 2020 est particulière. J'ai déjà indiqué que vous avez raison, le DOB 2020, le BP 2020 auraient pu être votés en décembre 2019. J'ai déjà indiqué à la Ville hier soir que le service des finances et moi-même pouvions le faire. Philippe SAUREL a eu l'élégance de refuser, parce que pour lui cela appartenait à la nouvelle équipe, si nouvelle équipe il y avait, et il y a eu une nouvelle équipe. Penser, comme il a été dit hier au Conseil municipal, que c'était pour vous mettre dans la difficulté, cela veut dire qu'en décembre Monsieur SAUREL avait eu la prescience de savoir qu'il allait y avoir la crise du Covid-19. Alors, je prête à Philippe SAUREL d'immenses qualités, mais en décembre personne n'avait cette vision. Vous pensez que c'est un piège, moi non, mais on ne va pas en faire une affaire d'État. Que cela vous ait mis dans la difficulté, j'en conviens. On est confrontés à une crise sanitaire qui bouleverse tous les plans avec le confinement et la crise économique qui en résulte. Au jour d'aujourd'hui, personne n'est capable de dire avec une précision quelconque ce qui va se passer en 2020, et même en 2021. Je suis obligé de reconnaître que nous sommes en plein brouillard, et l'État en est à en proposer une troisième loi de finance rectificative pour l'année 2020. De très nombreux points sont encore imprécis, en particulier dans les relations entre l'État et les collectivités locales, ce qui obère nos capacités d'action. Nous n'y sommes pour rien ni vous ni moi. Préparer et proposer un budget dans ces conditions n'est pas une chose facile, j'en conviens. Il me semble cependant que, dans ces conditions, la plus grande prudence s'impose. Je trouve que vous ne prenez pas assez de précautions, mais on ne va pas se déclarer la guerre pour si peu.

J'ai quand même quelques remarques à faire. À la page 16, vous écrivez : « Hypothèse : évolution annuelle de 1,5 % des dépenses réelles de fonctionnement à périmètre constant ». Vous écrivez « hypothèse ». À la Ville – vous n'y êtes pas – on écrivait « objectif ». Je ne suis pas d'accord. Dans la situation économique actuelle, Monsieur CALVAT responsable des finances, vous devez écrire « contrainte ». Vous imposez 1,5 % d'évolution des contraintes. Vous devez l'imposer aux services. J'ai mis 12 ans pour faire baisser cela à la Ville, ne me faites pas sauter ça à la Métropole, ne me faites pas sauter ça aussi rapidement. À la page 21, vous écrivez qu'une enveloppe est prévue pour le versement d'une prime Covid-19. Elle n'apparaît pas dans le projet de budget. Je ne sais pas exactement à quel niveau vous la situez, mais peut-être que c'est trop tôt pour le faire. Dans le cadre de ces engagements pluriannuels, vous écrivez : « La Métropole s'inscrit dans un effort de mutualisation et de maîtrise structurelle des effectifs ». Comme vous parlez d'engagement pluriannuel, ceux qui seront présentés en assemblée, la maîtrise structurelle, bravo, mais c'est seulement une phrase, c'est sur quel principe vous allez conduire cette maîtrise structurelle. Vous créez deux fonds. Pour la dotation de solidarité communautaire d'un million, vous n'avez pas indiqué que c'est une dépense, une dotation obligatoire. Vous ajoutez un fonds de concours d'investissement de 2 millions qui n'est pas obligatoire, mais j'aimerais que vous soyez plus précis sur les conditions d'intervention et de mobilisation de ce fonds. À la page 24, vous écrivez, je ne suis pas sûr que tout le monde l'ait lu : « Rendre notre chaire des financements plus performante – commentaire : c'est un bel objectif – nous allons travailler avec nos partenaires institutionnels pour obtenir toujours davantage de subventions pour nos projets ». Pour moi, c'est une phrase assez révélatrice du fonctionnement à la française de nos institutions. Dans le système français, il n'y a pas de subventions de droit. Ce qui veut dire que nous fonctionnons à la tête du client. Je ne vous en fais pas grief, je vous le dis et vous avez la possibilité de mettre des règles précises sur ce fonctionnement. Je veux bien que vous ayez de très bonnes relations avec la Région, avec le Département, mais vous oubliez que la Région et le Département sont, comme toutes les collectivités locales françaises, dans une situation économique préoccupante. Je vous souhaite donc bien du plaisir et beaucoup de réussite dans cet objectif, qui me paraît être simplement verbal. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur LEVITA.

Madame MANTION, Madame OLLIER, Madame GIMENEZ, Monsieur ASSAF, Monsieur REVOL. Merci. Je clos la liste des inscrits.

Coralie MANTION

Bonjour à tous, je ne m'étalerai pas sur l'absence de Conseil métropolitain pendant le confinement, alors que d'autres métropoles ont trouvé le moyen de faire vivre la démocratie, mais je vais mettre en avant les mesures qui tiennent à cœur aux écologistes, et en premier lieu la fin de la gratuité des parkings du centre-ville. Les écologistes avaient dénoncé la décision d'instruire la gratuité dans les parkings, car il s'agissait d'une aberration écologique et économique. Une aberration économique parce que le coût de cette mesure est trop conséquent par rapport à l'impact économique réel sur l'activité commerciale du centre-ville et que cet argent aurait pu être mieux utilisé. Une aberration écologique parce que cette mesure consistait à inciter les gens à prendre leur voiture pour accéder au cœur de ville de Montpellier. Alors que nous faisons face à une urgence climatique – je pense que tout le monde en est conscient – et qu'il faut favoriser les mobilités non polluantes, comme les tramways, les vélos et la marche. Pour les écologistes, toute action, toute décision doit passer par le filtre du bilan carbone, de son impact sur le climat et sur la planète, car il y a urgence face au dérèglement climatique. Une relance économique du centre-ville ne passera pas par la voiture, mais par des solutions vertes, décarbonées, écologiques.

Les écologistes invitent donc l'Assemblée à valider la fin de cette gratuité des parkings aspirateurs à voitures, mais aussi à valider la gratuité des transports publics le week-end et le développement des pistes cyclables, qui vont permettre de faciliter le transport en centre-ville avec des solutions zéro carbone, zéro pollution. Ce sont 150 millions d'euros qui seront consacrés aux mobilités actives et qui vont permettre de sortir Montpellier de l'asphyxie et de lui donner un nouveau souffle. Il est de notre devoir, pour la santé des Montpelliérains et des Montpelliéraines et pour la planète de remettre la voiture à sa juste place et de développer les mobilités décarbonées. Je rappelle que 40 % des déplacements en voiture font moins de 4 km. Cela signifie que beaucoup de nos déplacements pourraient être effectués à pied ou en vélo. Mais il faut que cela passe par des rues qui soient désirables, qui soient des voies aménagées pour permettre aux piétons et aux cyclistes de circuler efficacement et en sécurité. Nous pérenniserons donc et sécuriserons les pistes temporaires initiées par Vélocité et les associations d'usagers, et nous développerons le réseau sur toute la Métropole dès cet été à l'arrivée des étudiants. Le vélo est bon pour la santé, pour le portefeuille, pour Montpellier et donc pour la planète. Montpellier sera une ville verte, décarbonée, résiliente et cela commence par la transition des mobilités.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente en charge de l'urbanisme durable, de la maîtrise foncière, de la planification. La parole est à Clara GIMENEZ, Vice-Présidente en charge de la cohésion sociale.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, au nom des élus communistes de cette assemblée, je tiens à saluer le travail qui a été effectué par le premier Vice-Président, et également les premiers engagements forts qui sont pris, notamment la gratuité dont nous venons de débattre. Je souhaite cependant attirer l'attention des membres de cette assemblée sur quelques éléments. Les services publics, notre bien commun, qui sont garants de l'égalité entre les citoyens et qui sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, ont été en première ligne. Les personnels municipaux, communaux et métropolitains sont toujours en première ligne pendant cette crise sanitaire. Je tiens à les saluer tous. Mais l'État fait un choix différent. Depuis plusieurs années, il fait le choix de diminuer les dotations en collectivités, que ce soient les communes ou les EPCI, et en même temps il supprime les ISF. Les caisses ne sont pas vides pour tout le monde. Sur la Métropole, si je crois aux chiffres qui sont inscrits sur notre site internet, c'est près de 62 millions sur le dernier mandat qui nous ont été retirés. C'est de quoi financer la gratuité totale des transports pour tous les habitants de la métropole pendant tout un mandat. Par ailleurs, nous sommes contraints par le Pacte de Cahors, pacte d'austérité qui nous impose de plafonner la hausse de nos dépenses de fonctionnement de 1,1 % d'une année sur l'autre, même si cette année est particulière, comme vous l'avez signalé. Alors que notre population augmente chaque année de 1,85 %, comment faire avec moins d'argent pour plus de gens ? Au-delà des orientations qui nous sont proposées ici et que nous adopterons, nous espérons, chers collègues, vous trouver à nos côtés pour revendiquer des moyens plus élevés pour nos collectivités, parce que nos citoyens ont besoin non pas d'austérité, mais plus que jamais de services publics et de politique forte à propos des questions sociales et environnementales. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. La parole est à Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Je voulais vous remercier pour vos discours, Monsieur le Président et Madame la Vice-Présidente pour l'écologie. Vous avez parlé de changer de modèle. Bien sûr qu'il faut changer de modèle en faisant la promotion d'un autre mode de transport, c'est-à-dire en se déplaçant autrement qu'avec des véhicules polluants. Je voulais juste vous rappeler deux points. Le 25 octobre 2019, la Cour européenne de justice a

estimé que « la France a dépassé de manière systématique et persistante la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote depuis le 1^{er} janvier 2010 ». Le dioxyde d'azote est un gaz très toxique, émis principalement par le trafic routier et, en particulier, par les véhicules diesel. Douze agglomérations françaises sont concernées par ces dépassements répétés, parmi lesquelles il y a Montpellier. J'ai ici un rapport – j'imagine que vous l'avez tous lu –, le fameux rapport de Greenpeace sur les douze métropoles françaises. Montpellier se trouve à l'avant-dernière place des métropoles où l'air est le plus pollué et où des efforts ne sont pas faits pour changer la pollution due au gaz automobile. Je vous rappelle aussi – c'est peut-être mon côté soignante – qu'il y a 48 000 morts par an. Et pourtant, en votant ce budget, on s'apprête à voter la création d'un viaduc routier. Et pourtant, on s'apprête à voter la création d'un lac artificiel sur la commune de Baillargues. Je rappelle qu'il faut 400 millions de litres d'eau, six mois par jour, jour et nuit, 24 heures sur 24 pour remplir ce lac. Avec quelle eau, je vous le demande. Et pourtant, on s'apprête à installer sur la zone de Cambacérès la French Tech. Je vous rappelle que la zone de Cambacérès est la plus polluée de Montpellier, parce qu'elle se situe entre deux voies d'autoroute.

Alors, je vous pose la question : il y a ce que l'on dit et ce que l'on fait vraiment. Je pense qu'il faut clairement agir pour réduire le trafic des voitures. On sait, tout le monde le sait, les rapports le disent clairement, que plus on crée des routes, plus on augmente le trafic automobile. Je n'ai pas vu de mesures dans ce sens chez vous. Par contre, ce que j'ai vu sur le plan de l'agro-écologie, est un budget qui est très bas. J'imagine qu'il y aura une décision modificative, je l'espère, et je souhaiterais savoir quand elle aura lieu, puisque c'est un enjeu de demain d'avoir une Métropole où l'on puisse créer de l'agriculture sur place. Vous parlez de « Métropole zéro déchet ». Je compte sur la conviction et le dynamisme de Monsieur VASQUEZ pour mettre tout cela en œuvre, puisque pour le moment zéro euro n'est voté pour mettre en place cette « Métropole zéro déchet » que je soutiendrai, et je serai là à ses côtés pour l'aider s'il en a besoin. Merci.

René REVOL

Il y a un débat d'orientations budgétaires qui nous permet de voir comment on peut construire dans le budget. Ce débat est très particulier, puisqu'il nous impose un temps très court pour préparer le budget, mais aussi à cause du contexte. Ce contexte pèse, il faut que nous en ayons conscience. Il y a une crise sanitaire, qui s'est doublée d'une crise économique et sociale – il ne faut pas oublier l'adjectif « sociale » – qui a des conséquences majeures pour nos populations. Peut-être que ceux d'entre nous qui ont des revenus fixes garantis ne se n'en rendent pas compte, mais vous avez des millions de personnes, parmi lesquels des dizaines de milliers de Montpelliérains, qui sont frappés de plein fouet. Tous ceux dont les revenus étaient liés à des travaux précaires, instables ou par intérim. Nous sommes face à cette situation. C'est un débat d'orientations budgétaires, et non pas un débat sur tel ou tel budget particulier, il faut voir quelle est la position que l'on veut adopter. Un recul de la richesse nationale de 10 % sur une année, ce qui nous pend au nez, je suis d'accord avec Max LEVITA que nous connaissons avec précisions les chiffres seulement à la fin de l'année, mais on n'est pas dans le brouillard pour autant. On sait que nous allons avoir une récession majeure. Je n'ai pas à commenter les plans de relance qui ont été lancés à l'échelle nationale ou européenne, mais quand on regarde les détails, il s'agit plutôt de garanties que de financements en réel. Sur le plan financier, la situation de l'État va être catastrophique. Nous sommes dans ce genre de contexte et il y a deux façons de réagir dans un contexte de crise pareil, parce que la crise sanitaire et la crise économique et sociale viennent révéler dans nos sociétés une fracture bien plus profonde, qu'elle soit économique, sociale, écologique ou démocratique. Dans ce contexte, est-ce que nous devons continuer une politique d'austérité sous prétexte qu'il y a une crise et que nos ressources diminuent ? C'est un réflexe de certains, lisez la presse. C'est, par exemple, la position que défend le Président de la Banque de France, et ce n'est pas d'ailleurs la position que défend actuellement le Gouvernement. Est-ce que nous allons faire cela ? Parce que si l'on rajoute de la crise à la crise par notre propre limitation, on ne remplit pas nos fonctions.

Comme je le disais tout à l'heure, cette crise est l'occasion d'une bifurcation, de choix structurels. Nous devons abandonner l'austérité pour passer à la sobriété écologique, ce qui n'est pas du tout la même chose, mais bien le contraire. Il faut travailler sur ce sujet. C'est pour cela qu'aux choix qui sont proposés je voudrais aussi ajouter le fait que nous allons travailler – le Président s'y est engagé, et c'est pour cela que je m'engage à ses côtés – sur la tarification écologique et solidaire de l'eau. Ce qui ne signifie pas forcément que le prix global et le rapport global de l'eau diminueront, parce qu'on a besoin d'investir dans l'eau si l'on veut préserver la ressource, si l'on veut faire que l'investissement sur Maera ait lieu, parce que nous avons pris trois ans de retard. Je ne reviens pas sur ce détail, mais vous pouvez compter sur moi pour que cet investissement redémarre le plus vite possible, car aujourd'hui la taille de Maera n'est pas adaptée au nombre d'habitants qui sont raccordés à Maera. Ce que nous risquons, c'est le déversement, la pollution du Lez, la pollution de la nature. Cet investissement doit être fait. C'est pour cela que, même si l'on aura du mal à le démarrer d'ici la fin de l'année, dans le budget qui est présenté aujourd'hui nous présentons aussi une ligne pour faire que Maera soit prise en compte, parce que cela nous oblige de travailler sur ce dossier pour le déclencher au plus vite.

Je voudrais par ailleurs me féliciter que l'on passe à une dotation de solidarité. Il est vrai que nous y sommes contraints par la loi, mais j'en tire un petit plaisir personnel, et Renaud CALVAT ne me démentira pas, car il était d'accord avec moi à ce sujet. Depuis 2008, j'ai réclaté que l'on remplace les FPIC par des dotations de solidarité. J'étais un peu seul dans le désert à me battre pour faire en sorte que l'on prenne des critères, comme le potentiel fiscal, les logements sociaux, etc., pour définir cette dotation. On aura l'occasion de retravailler, parce il faut justement retravailler sur ces critères. Et le fonds de concours pour les communes, personnellement je suis enchanté que la Métropole accompagne les projets structurants des communes, mais nous devons collectivement prendre l'engagement que, contrairement à ce que Max présentait comme la culture française, le choix ne se fera pas à la tête du client, mais en fonction de la pertinence des sujets qui seront discutés collectivement. Il nous est arrivé à certains moments de soutenir un projet fait par une commune, et non pas celui fait par les autres communes. Nous devons quitter la logique de la compétition entre les communes pour entrer dans une logique de coopération intercommunale, où nous définissons ensemble quels sont nos objectifs.

Enfin, un dernier élément – car je ne voudrais pas intervenir à nouveau dans le débat budgétaire – qui concerne le budget de l'eau et de l'assainissement. Deux remarques. Premièrement, il me paraît impossible de réaliser un budget consolidé avec le budget, c'est la loi qui l'interdit, puisque depuis la loi-cadre de 1992, c'est l'eau qui paie l'eau, et qu'à la différence, par exemple, du transport, il n'y a pas de contribution de l'impôt directement pour l'eau et l'assainissement. Ce sera donc difficile. Cela dit, je suis pour une présentation intégrée de ce budget qui montre que cela fait partie de l'effort de la collectivité, il faudra le mettre en place. À ce sujet, je veillerai à ce que l'on corrige une erreur. Quand on vous présente le budget de l'eau potable, vous le trouvez très modeste. C'est normal, c'est le budget de l'eau potable de la Métropole, qui est essentiellement un fonctionnement qui dérive du versement de la redevance qui lui paie chaque année la régie de l'eau autour de 100 000 euros, grâce au travail, excellent par ailleurs, d'ingénierie que mène la Métropole. Mais il faut absolument, dans le document budgétaire de l'année prochaine, que vous mettiez en annexe, comme information, le budget de la régie de l'eau qui est quand même de 30 millions d'euros et qui, sur ces 30 millions d'euros, consacre plus de 15 millions d'euros d'excédents – ce n'est pas tout le monde qui peut avoir un excédent de 15 millions d'euros, si mes collègues veulent récupérer ces 15 millions d'euros je leur dis que la loi m'interdit de les leur remettre. Ces 15 millions d'euros nous sommes obligés de les investir dans l'eau, ce qui est une bonne chose, car elle fera passer notre taux de renouvellement de réseau de 0,5 % aujourd'hui à 0,66 % pour monter vers 1 %, en nous permettant de diminuer les fuites d'eau et de préserver cette ressource, qui est une ressource essentielle pour l'avenir du territoire, avec la source du Lez et les autres sources. Nous avons dix jours pour le faire. C'est un budget extrêmement important, cela paraît comme une petite ligne dans l'ensemble des choses, mais je voulais insister sur ce dossier.

Monsieur le Président

Nous pouvons, cher René REVOL, comprendre également à votre intervention que vous trépignez de passer à l'acte sur un certain nombre de sujets. Sur l'eau, vous avez déjà tant fait dans cette intercommunalité et nous ne doutons pas de votre engagement. Votre énoncé à propos de l'éco-responsabilité sur la tarification de l'eau sera à l'agenda des prochains Conseils de Métropole. Je suis en tout cas très heureux de vous savoir dans cette fonction et de nous permettre de profiter de votre grande compétence. Je donne maintenant la parole à Monsieur MEISSONNIER, maire de Baillargues, qui l'a sollicitée.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous remercie. Vous savez, j'ai entendu Clothilde OLLIER parler de Baillargues et vous pouvez comprendre que je peux me permettre d'intervenir. Apparemment, même si elle prend des idées d'écologie, Madame OLLIER ne connaît pas le dossier du parc multiglisse Gérard Bruyère, qui est un projet écologique, économique, touristique et sportif. Je l'invite à venir à Baillargues demain matin, cela lui permettra de comprendre que l'écologie nous habite depuis 2001, puisque je lui rappelle qu'en matière de transports collectifs il y a plus de 60 trains qui sont en pendulaire vers Montpellier. Nous n'avons pas attendu que Clothilde OLLIER nous donne des conseils et s'imisce dans les projets de chaque commune. Je lui demanderai de venir prendre connaissance des différents dossiers, si elle souhaite intervenir ici publiquement, car elle court le risque d'avoir des retours de manivelle. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Baillargues, Jean-Luc MEISSONNIER. Je précise que nous allons installer le travail en commission qui permettra d'approfondir l'ensemble des questions pour que nos Conseils de Métropole, mais là on a une temporalité et je donne brièvement la parole à Monsieur GUISEPPIN, en bousculant l'ordre du jour, et ensuite à Monsieur CALVAT.

Serge GUISEPPIN

Merci, Monsieur le Président. Bonjour, chers collègues. Je ne vais pas revenir sur le montage du budget primitif, parce que les délais qui vous ont été impartis ont été très courts, mais je voudrais donner une

orientation très forte sur le budget complémentaire. Je pense que celui-ci doit être plus keynésien, c'est indispensable à l'emploi de notre Métropole et je pense qu'il faut vraiment se poser de vraies questions sur cette orientation. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur. Je donne la parole à Renaud CALVAT. Je vous répondrai ensuite.

Renaud CALVAT

Brièvement, Monsieur le Président, juste pour informer Madame OLLIER de la date de la décision modificative. C'était simplement la première planche qui vous a été présentée, je ne sais pas si on peut la remettre, mais tout est totalement transparent, la décision modificative aura lieu entre octobre et novembre dans le cadre de la mise en place du PPI, du plan pluriannuel d'investissement. Mais comprenez bien que la méthode voulue par le Président, c'est d'associer l'ensemble des Maires à la gestion de l'institution. Par conséquent, vous présenter aujourd'hui tout ce qui aurait pu être fait dans les prochaines années n'aurait pas de sens, en tout cas cela ne respecterait pas l'engagement du Président. Nous avons fait un budget qui intègre une DM forte, pas un BS, nous ne pouvons pas le faire, mais une DM forte. Vous avez posé la question : quand ? Je vais répondre que je vous l'ai présentée au début de mon intervention.

Monsieur LEVITA, objectif, contrainte, on peut jouer sur les mots, mais pourquoi objectif ? Parce que nous devons intégrer à ce budget des dépenses qui ont été déjà réalisées, mais qui n'ont pas été budgétées et que je ne maîtrise pas. Des dépenses décidées pendant la crise Covid-19 ou pendant le confinement, des pertes de recettes décidées pendant la crise Covid-19, alors que peut-être des assemblées auraient été utiles ou nécessaires, parce que la loi d'urgence sanitaire n'a pas tout permis. Un nombre non négligeable de dépenses de frais de fonctionnement ont été décidées par le précédent exécutif et, quoi que j'en pense, elles s'imposent à nous dans l'écriture budgétaire. Je vous rappelle que le budget que je vais soumettre au vote dans quelques secondes au nom du Président, va concerner cinq mois de vie de notre intercommunalité. L'orthodoxie budgétaire – et je pense que l'on sera d'accord là-dessus – nous impose et m'impose d'inscrire toutes les dépenses qui ont eu lieu avant, sans qu'il ait eu le vote démocratique du budget. Est-ce qu'il est un piège ou non, je n'en sais rien. Je dis simplement qu'en 2014, quand vous avez été élu Vice-Président aux finances, le fait qu'il y avait un budget voté en 2013 ne vous a pas empêché, lors du BS que vous avez porté, d'y intégrer vos priorités politiques sur la ligne 5 du tramway, sur le parc Montcalm, etc. Le fait que le budget était voté en 2013 ne vous a pas empêché de mettre en œuvre le projet politique pour lequel vous avez été démocratiquement élu par les Montpelliéraines et les Montpelliérains en 2014. Je ne sais pas s'il y avait un piège. Mais s'il y avait un piège en 2014, vous en êtes très bien tiré, vous avez pu vous en tirer sans problèmes.

En revanche, la convocation du Conseil d'installation, le 15 juillet, c'est une autre décision. C'était la date limite légale, on aurait pu le faire le 14, le 13, le 12 ou le 11, je n'aurais pas eu seulement 48 heures, mais 72 heures, 4 jours, 5 jours pour avoir les services et préparer le budget. Je suis persuadé que l'on a choisi le 15 parce que c'était la date de mon anniversaire et que j'ai pu fêter mes 50 ans ce jour-là. Je suis persuadé que ce n'était pas un piège, mais que c'était l'envie de me saluer, de me faire plaisir qui a été à l'origine du choix de cette date. Cependant, en tant que chargé des finances, si l'installation avait eu lieu le 10 ou le 11, j'aurais peut-être pu prendre plus de temps pour travailler. Je pense que nous sommes d'accord sur l'objectif indispensable des vertus budgétaires. Je pense qu'il est indispensable aujourd'hui de concilier à la fois la vertu et l'audace. S'il y a la vertu sans l'audace, ça ne fonctionne pas. S'il y a l'audace sans la vertu, on va dans le mur. Croyez-moi, je suis vraiment attaché à la vertu budgétaire, et si le Président m'a proposé cette délégation c'est parce que depuis 15 ans je ne monte pas le taux d'imposition dans ma commune. Je suis vraiment attaché à la bonne gestion, vous le savez, mais si l'on a de la vertu sans audace on ne répond pas aux attentes de nos territoires, aux besoins de nos territoires et de nos concitoyens. Ce budget est donc un budget de transition, mais même s'il est un budget de transition, il est un budget de vertu et d'audace, comme le témoigne, par exemple, la décision de redéploiement sur les parkings. On redéploie, on met fin à un certain nombre de mesures sur la gratuité des parkings et, en même temps, on propose la gratuité des transports publics pour nos concitoyens. Ce sont des jeux de redéploiement budgétaire, vertu et audace. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, pour votre présentation et pour les réponses que vous avez apportées à chacun de nos collègues. Merci d'avoir volé mes propos, parce qu'effectivement vous avez été choisi comme Vice-Président aux finances parce que vous n'aviez pas touché à la fiscalité dans votre commune depuis près de 15 ans. Ce qui témoigne de votre sérieux et du fait que votre commune de Jacou fait preuve d'un grand dynamisme à beaucoup d'égards, dynamisme qui a été salué par vos administrés avec une belle élection au premier tour. C'est sur la base de cette compétence que je vous ai proposé d'intégrer l'exécutif dans le rôle de premier Vice-Président en charge des finances.

Je voudrais quand même reprendre quelques éléments et insister sur trois aspects des orientations budgétaires. Tout d'abord, vous l'avez bien expliqué, Monsieur le Vice-président, ce DOB, le budget sur lequel nous allons voter, est déjà largement engagé. Des choix ont été effectués que nous ratifions. Personnellement, je n'aurais pas fait certaines dépenses de communication, y compris à la limite de la légalité, car elles nous font flirter avec ces fameux 1.5. Nous avons fait des choix dans ce budget, parce que des dispositifs de gratuité étaient proposés. Comme l'a rappelé Madame MANTION, c'était la gratuité des parkings qui ne constituait pas un changement de modèle. Et comme nous défendons un changement de modèle, c'est la gratuité des transports en commun le week-end et la logique du redéploiement, de la transformation que j'ai présentée tout à l'heure, qui a été immédiatement mise en œuvre en 48 heures. Nous aurions pu avoir un peu plus de temps, cela a été précisé, mais déjà nous avons pu exprimer nos orientations.

Je voudrais également saluer le choix qui a été inscrit, qui participe de l'esprit retrouvé de l'intercommunalité que Monsieur REVOL a évoqué – mais je crois qu'il se faisait écho de nombreux collègues Maires. C'est une intercommunalité, nous avons donc des choses à faire ensemble. L'intercommunalité fait partager la solidarité sur de grandes politiques publiques structurantes pour notre territoire, mais elle est aussi un accompagnement des communes, et si la loi prévoit ce million d'euros sur les dépenses de fonctionnement, il sera attribué sur des bases réglementaires et non pas sur des choix arbitraires de telle ou telle commune, mais sur la base des projets, des enjeux que portent les élus maires et leurs conseils municipaux. Même chose pour les 2 millions d'euros d'investissement qui doivent accompagner des projets structurants, innovants, qui permettent d'améliorer la qualité de vie dans les communes, d'inventer des solutions pour l'avenir. Tout à l'heure, Madame FRÊCHE faisait référence au télétravail. Dans les rencontres que j'ai pu avoir avec les Maires, dans leurs programmes, il y avait des idées très novatrices. Je me permets, par exemple, de saluer le Maire de Cournonterral pour son espace de *co-working* qui vise à éviter les mobilités. Voilà le type de projet auquel ce fonds pourra répondre. J'ai choisi le maire de Cournonterral parce que j'ai eu sa référence, mais il y a beaucoup de projets sur l'ensemble des collègues qui permettent de poser des bases apaisées aux relations dans notre intercommunalité.

Le troisième point a été soulevé par Madame GIMENEZ. Vous avez raison, Madame, en ce qui concerne les relations avec l'État. De grandes discussions vont s'ouvrir avec les différentes représentations des métropoles et, très prochainement, il y aura un dialogue, que nous espérons fécond, avec le Gouvernement pour qu'il y ait de la cohérence entre ses discours et ses actes dans l'accompagnement de la relance économique ou, en tout cas, dans la protection de nos territoires face à la crise qui s'annonce très dure. Les chiffres du chômage sont extrêmement inquiétants, quasi inédits et imposent la mobilisation et l'agilité sur les territoires. Il faut que le dialogue soit sincère et, je donne acte à Monsieur CASTEX de ses volontés, il faut que nous soyons parfaitement coordonnés pour pouvoir engager les éléments de relance. Vous faisiez référence, Monsieur GUISEPPIN, à John Maynard KEYNES, qui dans les contextes de crise doit être la référence, et non pas une logique libérale, car nous avons impérativement besoin de soutenir l'investissement. Je le dis de manière forte, il y a des choix d'investissement et ils sont ici positionnés sur le budget supplémentaire. Il faut que nous retrouvions une temporalité d'action pour donner de la lisibilité à nos entreprises, afin qu'elles puissent répondre aux appels d'offres, parce que si elles ont ces réponses, nous ne serons pas dans des arbitrages de licenciement, mais l'emploi sera conservé. Je le dis, dans l'administration de la collectivité c'est la mobilisation qui doit l'emporter sur la commande publique, sur la lisibilité des projets. C'est de notre responsabilité auprès des différents acteurs économiques qui nous attendent et qui ont besoin de ce puissant levier de commande publique.

Enfin, dans le DOB, Monsieur CALVAT a dit : « Je présenterai ces aspects ». Je voudrais dire que nous sommes au rendez-vous sur des enjeux d'attractivité économique, en tout cas de message en direction des entreprises. La première mesure prévoit que la Métropole entre dans le dispositif local avec la Région. Qu'est-ce que c'est ? C'est le soutien pour nos artisans, pour les commerçants, pour le secteur du tourisme, pour toutes les dépenses qui ont été engagées depuis le 16 mars, date du début du confinement, pour mettre la vitre en plexiglas ou organiser les gestes barrière, avec la Région, avec les départements où tous les acteurs de la région Occitanie se sont positionnés. Une partie de ces dépenses pourra être prise en charge par la collectivité. Je crois que pour un artisan, 400-500 euros de prise en charge dans ce contexte difficile constituent une bonne mesure, et comme nous travaillons ensemble nous pouvons agir efficacement. Même chose pour le million d'euros, qui était une proposition émanant du fonds de souveraineté. Pourquoi ? Parce qu'il faut tirer des enseignements de cette crise et que nous voyons bien qu'il y a du désir. Nous devons capter cette mobilisation pour relocaliser de l'activité dans notre pays, sur notre territoire. Nous avons vu que pendant le confinement nous étions dépendants du monde, vulnérables sur notre propre sécurité. En matière de santé, il existe ici un écosystème d'industries, qui ne véhiculent pas l'image ancienne des cheminées polluantes, mais celle d'industries de pointe. Il y a sans doute un certain nombre d'acteurs qui sont prêts à se repositionner sur le territoire national et, potentiellement, sur la Métropole. Ce fonds de souveraineté est un moyen d'attirer des entreprises qui vont faire le choix de l'emploi.

De la même manière nous allons faire, Madame la Directrice qui suit notre Palais des Congrès, le fonds de garantie à hauteur de 100 000 euros. Aujourd'hui le Corum est vide, il existe certes la programmation de l'orchestre qui, fort heureusement, va reprendre ses droits, mais notre Palais des Congrès a aujourd'hui un calendrier vide. Pourquoi ? Parce que les grands opérateurs de congrès de médecins, d'acteurs économiques, du secteur du tourisme, sont tous comme nous en inquiétude, en anxiété. Va-t-on reconfiner ou ne pas reconfiner ? Nous devons donner de la lisibilité, de la confiance. En inscrivant un demi-million d'euros, comme une sorte de fondation sur laquelle nous délibérons sur un règlement, nous pouvons leur dire : « Prenez le risque de réserver le Corum, prenez le risque de venir en février 2021, en décembre 2020 à Montpellier. Et si la situation sanitaire est catastrophique, ce que personne ne souhaite ici, l'activité aura lieu et si vous devez annuler, nous prendrons en charge ». Et nous devons leur dire : « Programmez tous vos congrès à Montpellier », parce que derrière il y a les métiers de la communication, les métiers de l'événementiel, notre hôtellerie, nos restaurateurs, nos gens qui sortent du service de formation que nous pouvons mobiliser.

Voilà comment nous essayons d'organiser cette mobilisation pour sauver l'emploi, pour dire aux familles que nous avons la volonté de ne pas nous laisser aller vers le chômage, que notre territoire est mobilisé, qu'il s'est d'emblée engagé, merci, Monsieur le Vice-Président, avec des projets structurants, car indépendamment de la crise on doit regarder vers l'avenir. Regarder vers l'avenir avec l'agence de développement économique, qui va immédiatement prendre ses marques à partir du second semestre. Nous sommes 31 communes, mais nous sommes aussi un espace interdépendant de plus de 130 communes dans notre aire urbaine, pour identifier toutes les coopérations territoriales qui permettent de donner de la lisibilité aux acteurs économiques, qui permettent de conforter le territoire de l'aire urbaine de Montpellier dans cette grande région qui est l'Occitanie. Travailler sur notre gouvernance. Le 17 août – je sais, mes chers collègues, que c'est une période de congés, oh combien mérités ! –, mais je crois que tous les médecins de notre ville, toutes les autorités universitaires, tous les chercheurs, toutes ces forces de l'intelligence seraient extrêmement honorées que nous soyons là pour fêter les 800 ans de la Faculté de Médecine, qui est le rayonnement de Montpellier. Et c'est la raison pour laquelle nous inscrivons des crédits pour créer le projet Med Vallée, qui vise à rééquilibrer l'activité économique au nord de la Métropole, pour accompagner les forces de la recherche et de l'intelligence de SupAgro, du CHU de Montpellier, de l'ISEM et j'en oublie énormément. Toutes ces entreprises médicales qui ont trouvé des solutions sur les tests pour répondre à la crise du Covid-19, doivent sentir que toutes les énergies se mettent à les accompagner. Pour qu'on ait une pensée sur les implantations d'Euromédecine, elle existe, mais il faut la rendre plus forte pour coordonner nos forces. Nous vivons une crise, mais dans les contextes de crise il doit y avoir des filets de sécurité, il doit y avoir des capacités à tracer des perspectives fortes et volontaires. Assurément, cette puissante histoire de la médecine, le positionnement brillantissime de nos chercheurs au classement de Shanghai en matière d'écologie, la dynamique qui existe au sein de MUSE à l'Université de Montpellier, sont absolument remarquables. L'héritage du Président SAUREL de Montpellier Capitale Santé a montré qu'il y avait des chercheurs du CHU qui, au-delà d'être d'excellents praticiens pour prendre soin de nous, étaient capables de créer des entreprises extrêmement innovantes. Nous devons amplifier cette dynamique et, le 17 août, être à leur côté pour commémorer cette histoire qui doit nous inspirer et pour nous projeter vers l'avenir. Il y a là des potentiels de création d'entreprises, d'emplois à forte valeur ajoutée qui vont tirer la dynamique de notre territoire.

Nous avons fait des choix en 48 heures. Nous les avons faits avec vertu et respect de l'argent public, mais aussi avec audace et volontarisme. Dans ce contexte de crise, nous devons sentir les acteurs économiques, les familles qui sont en situation d'inquiétude, face à ce fléau qui est le chômage et qui génère des catastrophes sociales. Les jeunes doivent sentir que le territoire, les élus sont rassemblés, sont unis, sont mobilisés. Je suis désolé, cher collègue Max LEVITA, oui, bien sûr, chacun a ses intérêts, la Région, le Département, mais aujourd'hui il faut faire bloc, il faut mettre toute notre énergie à faire bloc. Cette douleur qui a été exprimée par de nombreux chefs d'entreprise, qui ont dit : « Mais c'est compliqué entre la Région et la Métropole », nous avons la responsabilité de l'effacer, nous avons la responsabilité de montrer que tous ceux qui ont des responsabilités issues du suffrage universel sont capables de dépasser leurs clivages pour essayer de tracer des perspectives, dans le respect de leurs compétences, dans le respect de leur sensibilité. Ce territoire, Montpellier, a trop souffert de ces conflits. D'autres métropoles les ont largement mis de côté depuis très longtemps et aujourd'hui elles font référence. L'ambition qui est la nôtre, c'est de reprendre ce chemin. Nous avons besoin d'agir ensemble, la situation est trop grave, trop complexe, trop difficile pour que nous perdions notre temps. Et d'ailleurs, dans la deuxième quinzaine d'août – et je termine là-dessus – l'ensemble des acteurs économiques, les consulaires, tous les représentants, nous nous réunirons de manière régulière avec Madame EMAD, Vice-Présidente au développement économique, pour faire le point sur chaque secteur d'activité, pour voir quelles réponses nous pouvons apporter face à la crise et pour qu'il n'y ait pas d'oubliés. Je veux le dire, la Métropole porte la compétence du développement économique. Ce Conseil de Métropole est mobilisé parce que nous sommes conscients que nous avons un enjeu écologique, mais nous avons maintenant aussi le grand enjeu de l'emploi. Notre mobilisation doit être totale. Il y a de mauvaises nouvelles qui arrivent dans les familles, il faut être capables de tracer des perspectives.

Chers collègues, je vous propose de donner acte de notre débat d'orientations budgétaires.

M. Michel ASLANIAN, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, Mme Hind EMAD Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN et Mme Catherine RIBOT entrent en séance.

Mme Mylène FOURCADE (avec le pouvoir de M. Jacques MARTINIER), Mme Clara GIMENEZ (avec le pouvoir de Mme Agnès SAURAT), M. Jean-Pierre RICO (avec le pouvoir de M. Jean-Noël FOURCADE), M. François RIO (avec le pouvoir de Mme Anne RIMBERT) entrent en séance.

Mme Fanny DOMBRE-COSTE sort de séance.

M. Christian ASSAF sort de séance et laisse un pouvoir à Mme Marie MASSART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil prend acte.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 17 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CRÉDITS DE PAIEMENT – CRÉATIONS – RÉVISIONS – CLÔTURES – ADOPTION

Monsieur le Président

Maintenant je propose de passer au vote en CP, révisions, clôtures.

Renaud CALVAT

Vous avez tout dans le document. C'est simplement la liste en cours des AP-CP.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSÉ, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Joëlle URBANI, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia MIRALLES.

AFFAIRE N° 18 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – BUDGET PRIMITIF 2020 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET PRINCIPAL – ADOPTION

Monsieur le Président

Maintenant vous devez voter le budget primitif 2020.

Renaud CALVAT

À la suite de notre débat sur les orientations budgétaires, nous devons voter par sections le budget primitif 2020 de la Métropole et des budgets annexes. Le budget primitif consolidé s'élève à 1 milliard et 350 millions d'euros, dont 608 millions d'euros en fonctionnement, 680 millions d'euros en investissement. On a souhaité vous montrer à l'écran quelle est la grande répartition par compétence de notre BP 2020. On voit bien 15 % sur les transports et mobilités, 14 % sur la gestion des espaces publics. On vous transmettra ce document. L'autre document qui est intéressant concerne les recettes. On voit bien que tout l'intérêt pour nous est d'avoir une vie économique dynamique, parce que presque 19 % de la recette de la Métropole provient effectivement de la fiscalité des entreprises. Plus on aura un tissu économique florissant, plus on aura des recettes pour financer les projets que vous avez portés. Nous devons voter, parce que le débat a eu lieu avant, sauf, bien sûr, s'il y a des questions plus précises, plus techniques auxquelles Monsieur DOMEIZEL et moi répondrons. Sinon, nous devons voter les dépenses et les recettes d'investissement de chacun des budgets principaux et des budgets annexes.

Monsieur le Président

Il y avait juste un sujet sur le vote. Monsieur SAUREL. Abstention ? Trois abstentions. Donc section fonctionnement.

Renaud CALVAT

En dépenses de fonctionnement, pour le BP principal de la Métropole, en dépenses et recettes équilibrées, bien évidemment, nous avons 104 200 087 euros.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Pardon. Allez-y, Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Rassurez-vous, je vais être court, mais nous sommes ici pour nous exprimer. Je suis tout à fait conscient de vos difficultés, du manque de temps, je suis tout à fait d'accord avec vous. Je voudrais simplement que vous précisiez une chose. À la page 5, vous dites : « Le cadre budgétaire sera réexaminé courant 2020 » et vous voulez le faire en novembre-décembre. J'avoue que je ne comprends pas très bien. Je ne vois pas la nécessité de le faire en novembre-décembre. En octobre-novembre on sera à deux mois de la fin... à quoi cela sert ? Que ce soit clair pour nos nouveaux collègues dans l'assemblée, dans le principe on vote un budget primitif en décembre, ensuite on vote un compte administratif qui dégage des excédents, on tient compte de ces excédents, on vote un budget supplémentaire généralement en juillet et il y a une décision modificative juste à la fin de l'année pour équilibrer. Là, vous votez un budget principal et un budget supplémentaire, puisque vous intégrez les résultats. Ce n'est pas une critique, pas du tout. C'est simplement de la technique. Vous indiquez les deux. La décision modificative m'inquiète un peu. Qu'est-ce que cette décision modificative ? Je sais bien que l'on change tout, mais vous n'allez pas faire de décision modificative que sur des trucs marginaux. Là, il ne s'agit pas de trucs marginaux. Par exemple, je sais que vous êtes en négociation avec la TAM – je les ai commencées, ces négociations, j'étais en responsabilité, ce n'est pas pour empiéter. La discussion avec la TAM porte sur 20 millions d'euros. 20 millions d'euros qui n'ont pas été enregistrés par la TAM parce qu'il n'y a pas eu de fréquentation des tramways. Comment allons-nous prendre en charge ces 20 millions ? Vous en discutez, c'est votre responsabilité, on se dirige vers moitié-moitié, dix-dix, huit-douze, c'est votre problème. Mais même 8 millions, attendez, il va falloir les trouver ces 8 millions. Et n'oubliez pas une chose, Monsieur CALVAT, la TAM est une société d'économie mixte et non pas une société privée qui nous exploite. C'est une société mixte, qui est présidée par l'un d'entre nous. D'ailleurs, nous sommes actionnaires de TAM. Si la TAM est en difficulté, il faudra l'admettre. C'est le premier point sur lequel j'attire votre attention.

En ce qui concerne la dotation de solidarité communautaire, avec un montant de 1 million d'euros, il s'agit d'une dotation obligatoire avec des règles de répartition. Nous ne sommes pas libres de ces règles, elles doivent intervenir. On peut les modifier. Moi, j'avais demandé au service des finances, qui me l'a fourni et je présume que vous pouvez l'avoir quand vous voulez. Avec ces règles, la Ville de Montpellier, je dis cela pour les autres 30 Maires, sera dotée de 55 % à 65 % de son montant. Vous ne pouvez rien y changer. Sur le fonds de concours d'investissement de 2 millions, j'enregistre les promesses faites par le Président sur la répartition de ces 2 millions. Dans l'assemblée il y a un certain nombre de Maires qui ont connu des fonds... ça remonte. Mon ancienneté fait que j'ai vécu cela et que, jusqu'à maintenant, cela a fonctionné d'une manière, disons, contestable. À la page 25, vous écrivez que vous allez construire un bouclier social. Soyez gentil, Monsieur CALVAT, ce bouclier social est déjà construit, il existe. Vous dites que c'est le taux de fiscalité maintenu. Cela a été fait depuis un moment. Les taux d'abattement, vous n'y touchez pas et donc vous ne construisez pas. Vous accompagnez, ce qui est bien, je le reconnais. Mais en même temps, dites quand même que nous l'avons fait avant vous. À la page 42, vous m'inquiétez un peu. Vous voulez rendre notre chaire de financement plus performante. C'est un bel objectif pour obtenir davantage de subventions pour nos projets. C'est une écriture qui pose question quand même. Des questions d'ordre constitutionnel, idéologique, philosophique. Est-ce à dire que la Région et les départements accepteront de vous allouer des subventions qu'ils nous auraient refusées ? Est-ce à dire que la Région ou le Département ont voulu punir les Montpelliérains, punir Philippe SAUREL ? Je ne peux pas le croire. Je vous invite donc à réécrire ce paragraphe.

Enfin, à la page 45, pour le budget pour la gratuité du transport dans les modalités que vous avez choisies, vous écrivez 3 millions, alors que j'ai cru entendre parler de 1,5 million. Précisez-nous le chiffre que vous reprenez, ce sera bien. J'ai beaucoup apprécié l'intervention de mon collègue et ami, René REVOL, qui est au

moins de la même compétence sinon plus que moi en économie ; j'ai admiré son passage sur la défense du budget de la régie de l'eau qu'il a soutenu. Quel dommage, René, que vous n'ayez pas la même conception sur le transport, mais il est vrai que vous ne l'avez pas en charge, le transport. C'est la raison pour laquelle on peut le rendre gratuit, tandis que pour l'eau vous maintenez la nécessité de l'investissement auquel vous êtes attaché. Je vous en rends hommage, vous avez tout à fait raison. Je conclus : visiblement, vous n'avez pas eu le temps de construire un budget totalement cohérent, j'en prends acte. Vous n'y êtes pour rien, contrairement à ce que vous pensez je n'y suis pour rien non plus. On est dans cette situation que nous partageons, étant donné que nous partageons aussi d'autres choses. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT pourra répondre, s'il n'y a pas d'autres interventions, et après nous passerons au vote.

Renaud CALVAT

On a déjà répondu à certaines de vos remarques. Nous faisons un BP avec reprise des résultats. Je sais que c'est un peu atypique, mais c'est autorisé, c'est permis par la méthodologie budgétaire. Ce n'est pas souhaitable, mais c'est le calendrier comptable qui nous impose de faire ce BP avec la reprise des résultats. Effectivement, nous avons reporté un ensemble de délibérations et d'inscriptions budgétaires à septembre-octobre parce que nous sommes en discussion avec des partenaires comme la TAM pour arriver à affiner un certain nombre de coûts. Il y a une différence fondamentale entre ce qui est le coût de la gratuité, passée, présente ou future, et ce qui est une compensation pour perte d'exploitation. On est bien d'accord, ce n'est pas la même chose de dire : « C'est gratuit » et de dire : « Nous allons compenser une perte d'exploitation ». Je suis intimement persuadé que si vous aviez été à ma place et que l'on vous avait présenté un ensemble de chiffres, certainement tout à fait pertinents et justes, voilà le coût... J'ai souhaité avoir quelques jours pour pouvoir être dans le cadre de ce que l'on appelle « un dialogue de gestion ». Je trouve que c'est plutôt cela qui est vertueux, cette méthode appelée le « dialogue de gestion ». Et pour pouvoir rencontrer les responsables de la TAM, il faut qu'il y ait un Conseil d'administration qui va être désigné dans quelques heures, un nouvel exécutif et qu'ensuite on entame les dialogues de gestion. Effectivement, certaines dépenses seront intégrées non pas en BS, mais en BM, après avoir eu ce dialogue très franc et constructif avec les responsables de la TAM.

Pour ce qui est des fonds de concours, ce que vous avez dit est pleinement juste, les deux choses sont justes, sur la dotation de compensation. La loi nous donne quand même quelques marges de manœuvre. Pour Montpellier, de 55 % à 65 %. Ce qui veut dire que pour la plupart des autres communes, nous allons obtenir 15 000 euros par an. Si l'on souhaite repeindre les vestiaires d'un club de foot, c'est superbe. Mais cela ne permet pas d'engager un projet structurant. C'est la raison pour laquelle le Président a souhaité qu'à côté de ce fonds, pour lequel nous n'avons pas de marges de manœuvre puisque les règles de financement sont imposées, qu'à côté de cette ligne-là, il y ait une ligne basée sur un ensemble de critères que nous déciderons ensemble. C'est peut-être cela la nouveauté. Vous verrez, Monsieur LEVITA, l'année prochaine, quand ces fonds de concours seront mis au vote, que la vertu peut marcher. Vraiment, c'est tout à fait possible. On pourra mettre des critères d'accompagnement des communes sur des projets environnementaux, sur des projets patrimoniaux, sur des projets culturels, sportifs, éducatifs. Et permettre à une petite commune, au lieu d'avoir 10 000 euros pendant six ans, de dire : « Voilà, j'ai un projet. Ce projet me coûte 400 000 euros. Je ne sais pas le financer, la Métropole va m'accompagner, me donnera 200 000 euros de subventions ». Et une petite commune ne va pas avoir des investissements pour 600 000 euros par an. C'est compliqué pour trouver des financements. Mais au moins, la Métropole pourra accompagner ces investissements structurants et nous le ferons ensemble. Les Maires décideront ensemble de ces fonds de concours. On y a mis 2 millions d'euros, on verra. Même si nous sommes le 31 juillet, c'est un budget prévisionnel. Sur la TAM, on a inscrit 3 millions pour être les plus sereins possible. Néanmoins, j'ai demandé au Directeur de la TAM, qui m'a transmis ses données, le nombre de validations par ticket à l'unité le dimanche. On a comparé le troisième dimanche de décembre de l'année 2019, car il faut bien avoir deux chiffres quand on prépare un BP. On a multiplié cette fréquentation par le coût d'un ticket – je vous rappelle que la gratuité n'est pas une compensation par perte d'exploitation – et on saura précisément à la fin de l'année civile combien a coûté la gratuité. Nous l'estimons en fonction de la fréquentation entre 1,5 million et 1,6 million d'euros. On s'est dit : « Soyons prudents, on met 3 millions ». De la même façon, pour la perte de recettes sur le versement mobilités, on a inscrit 11 millions. On espère qu'ils seront seulement 8 ou 9 et que nous aurons de bonnes nouvelles à annoncer d'ici trois ou quatre mois. Je vais laisser le Président répondre sur votre interpellation sur les autres collectivités.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Je vous répondrai ensuite, Monsieur LEVITA.

Je propose de passer au vote. Vous avez sous les yeux le montant des dépenses de fonctionnement, les recettes de fonctionnement.

Interventions hors micro.

La section de fonctionnement est adoptée, avec 2 oppositions et 8 abstentions.

Section d'investissement. Vous avez les dépenses et les recettes d'investissement qui apparaissent. Tout le monde en a pris connaissance.

Mme Fanny DOMBRE-COSTE entre en séance.

M. Michel CALVO sort de séance.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 19 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – BUDGET PRIMITIF 2020 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE TRANSPORT – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous avez les chiffres qui s'affichent. Je vais faire voter les dépenses et les recettes de fonctionnement. Qui est contre ? 2 votes contre. Qui s'abstient ? Même vote. Adopté.

Dépenses d'investissement pour le transport et section d'investissement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Même vote. Adopté.

M. Michel CALVO entre en séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 20 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – BUDGET PRIMITIF 2020 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous avez les dépenses de fonctionnement et les recettes de fonctionnement. Qui s'abstient ? Même vote en abstention. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Section d'investissement. Qui s'abstient ? 2 abstentions. Même vote. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 21 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – BUDGET PRIMITIF 2020 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE DE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous avez les chiffres. Dépenses de fonctionnement, recettes de fonctionnement. Qui s'abstient ? 6 abstentions. Qui est contre ? Adopté.

Section d'investissement. Vous avez les chiffres sous vos yeux. Qui s'abstient ? 6 abstentions. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 22 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – BUDGET PRIMITIF 2020 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE PARKING – ADOPTION

Monsieur le Président

Vous avez les chiffres sous les yeux. Qui s'abstient ? 8 abstentions. Qui est contre ? Adopté.

Section d'investissement. Qui s'abstient ? 8 abstentions. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 23 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – BUDGET PRIMITIF 2020 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE – ADOPTION

Monsieur le Président

Section fonctionnement. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adopté.

Section investissement. Qui s'abstient ? 6 abstentions. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 24 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES POUR 2020 – ADOPTION

Monsieur le Président

Le Vice-Président propose dans son rapport la stabilité des taux comme indiqué. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Je vous propose de passer au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N° 25 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – TAUX D'IMPOSITION DE LA TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM) POUR 2020 – ADOPTION

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT vous propose la stabilité du taux sur la TEOM.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N° 26 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) – FIXATION DU PRODUIT 2020 – ADOPTION

Monsieur le Président

Sur la taxe GEMAPI, est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Stabilité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N° 27 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – TAUX DU VERSEMENT DESTINÉ AUX TRANSPORTS EN COMMUN – ADOPTION

Monsieur le Président

Des questions auprès de Monsieur CALVAT ?

M. Philippe SAUREL sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Abdi EL KANDOUSSI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N° 28 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES (CFE) – DÉGRÈVEMENT EXCEPTIONNEL AU PROFIT DES ENTREPRISES DE TAILLE PETITE OU MOYENNE DES SECTEURS PARTICULIÈREMENT AFFECTÉS PAR LA CRISE SANITAIRE – ADOPTION

Monsieur le Président

Qui a des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Madame DOULAIN. Excusez-moi, je ne vous avais pas vue.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues, nous sommes tout à fait favorables à ce dégrèvement partiel de la CFE pour notre tissu de TPE-TME touchées par la crise. Nous demandons néanmoins qu'il soit composé avec la nécessaire mise en place de fiscalités écoresponsables. C'est à ce titre que nous sommes relativement étonnés de voir lister le transport à la viande dans le listing des secteurs bénéficiaires de cette exonération. Vous estimez qu'environ 2 000 redevables sont concernés par la mesure. Un travail fin d'identification des entreprises bénéficiaires a donc été effectué. C'est un fait à relever. Est-il possible de rendre publiques les entreprises de l'activité de transport à viande concernées par cette mesure ? Est-ce que des conditions restrictives de cette mesure ont été imaginées, par exemple, si ces entreprises venaient à verser des dividendes cette année ? Merci pour votre réponse.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, il se trouve que nous nous inscrivons dans la réglementation nationale prévue par la troisième loi rectificative des finances. Nous sommes dans un cadre qui s'impose sur les dispositions d'exonération de la CFE. Des dispositions qui, au demeurant, ont été prises précédemment et ont été annoncées aux entreprises. Bien évidemment la question de la démarche de l'éco-responsabilité doit animer nos travaux. J'en parlerai tout à l'heure. C'est Madame RIBOT, la représentante du Président dans la Commission d'appel d'offres, qui mène le vaste chantier pour que la commande publique soit écoresponsable. Mais là, nous nous inscrivons dans un cadre national. D'autres interventions ?

M. Hervé MARTIN sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 29 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – RÉPARTITION 2020 DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) – APPROBATION**Monsieur le Président**

Monsieur CALVAT.

Monsieur CALVAT

C'est le droit commun. C'est la répartition qui est mise en place par le droit commun. Si l'on veut faire différemment, on fera différemment l'année prochaine, mais il s'agit de la répartition de droit commun.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 30 – FINANCES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – ÉPIDÉMIE DE COVID-19 – ATTRIBUTION D'AIDES AUX ACTEURS ÉCONOMIQUES POUR LE PAIEMENT DES LOYERS PROFESSIONNELS**Monsieur le Président**

Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Juste une petite parenthèse. On évoquait l'emploi tout à l'heure. Nous avons 240 commerces sur le centre-ville de Montpellier qui ont fermé suite à la crise. Ils étaient 140 avant la crise, ils sont maintenant 240. On voit bien les enjeux de soutien et de mobilisation pour maintenir et dynamiser l'activité commerciale que la crise met à l'épreuve. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ?

Mme Hind EMAD sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 31 – HORS COMMISSION – GRAND SITE D'OCCITANIE – CANDIDATURE**Monsieur le Président**

Il s'agit de la candidature de Montpellier au dispositif « Grand site d'Occitanie ». C'est pour le centre historique de Montpellier. Je voudrais remercier les Maires qui, dans nos échanges, ont dit : « S'il faut jouer la solidarité des communes, la Métropole doit être pleinement partie prenante pour soutenir ce que l'on désigne comme l'"hyper-centre" ou l'"Ecusson", comme nous aimons l'appeler, car il est le cœur de la Métropole, centre-ville de Montpellier ». Nous souhaitons postuler pour pouvoir recevoir du soutien de la Région sur le Grand site d'Occitanie. Aucun dossier, aucune demande n'avaient été déposés. Résultat, quand Monsieur MOUDENC a obtenu 1,8 million d'euros d'investissement pour la Métropole qu'il a l'honneur de présider et la Mairie dont il est le maire, Montpellier n'a rien obtenu parce que nous n'avions pas déposé de dossier malgré quelques interventions suggérant de le faire. Cela nous avait valu une polémique sur Twitter,

concrètement anachronique et désuète, et je vous propose maintenant que nous candidations et que nous puissions ainsi obtenir un certain nombre de crédits sur un projet important pour le centre, pour l'hyper-cœur de Montpellier.

Hier, en Conseil municipal, Monsieur NISON, qui est en charge des grands travaux au nom de la majorité municipale, a présenté, chers collègues, une étude que nous voulons rendre effective très rapidement, de requalification des Arceaux en espace public, l'esplanade Royale du Peyrou, qui dans le précédent mandat a fait l'objet d'importants travaux pour être embellie comme il se doit – c'est pour cela d'ailleurs qu'il y en a encore un peu de chantiers. Nous voulons travailler sur la percée haussmannienne de la rue Foch, sur la place des Martyrs de la Résistance, le Palais de Justice a été mis en lumière, cette architecture néoclassique XIX^e siècle, la percée haussmannienne de la rue Foch, la place des Martyrs de la Résistance, pour requalifier ce site. Voilà pourquoi on pourra obtenir des crédits d'investissement de la Région pour nous aider, parce qu'il s'agit du cœur patrimonial de Montpellier. J'évoquais les 800 ans de la Faculté de Médecine, les pierres parlent, les pierres racontent, le nom des rues également. Les grands passionnés de patrimoine comme Fabrice BERTRAND et Thierry LAVABRE-BERTRAND, Directeur du Jardin des Plantes, en parlent, ou Madame HIRSCHY qui est architecte du patrimoine à la Ville. Nous irons ensuite à la place de la Comédie pour inscrire sa végétalisation. La place n'a jamais été autant minérale que maintenant. On doit opérer sa transformation. J'indique pour information que les plots bleus qui avaient été nécessaires, après le dramatique accident qui y a eu lieu, ont été remplacés par des éléments végétaux et de mobilier urbain qui assumeront la mission de protéger cet espace public qui nous appartient à tous, la place de la Comédie, et qui permettront de commencer à changer l'ambiance de cette place, qui était un lieu de rendez-vous, où les vieux Montpelliérains avaient leurs habitudes, et qui est devenue une place traversante qui doit redevenir une place de rencontres. En déposant cette demande auprès de la Région, nous pourrions avoir quelques financements et monter une logique partenariale, mais je ne suis pas en reste sur les idées de subventions que nous pouvons solliciter auprès de Madame la Ministre de la Culture sur des crédits DRAC pour accompagner ce patrimoine que nous avons reçu en héritage et que nous avons le devoir de faire vivre.

Est-ce qu'il y a des questions sur cette délibération ? Pas de questions ? Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Voilà une unanimité extrêmement précieuse.

Mme Hind EMAD entre en séance.

Mme Coralie MANTION sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 32 – HORS COMMISSION – REVISION DE L'AVIS PORTÉ PAR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE SUR LE SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET)

Monsieur le Président

Je vous demande de me donner mandat, dans le cadre de la redéfinition des relations avec la Région Occitanie, pour pouvoir échanger sur le SRADDET, qui avait été un point de conflit. Il s'agit de renouer le dialogue et de voir, d'une part, ce qui doit être pris en compte pour la Métropole de Montpellier et, d'autre part, ce qui doit être demandé à la Région pour que nous puissions travailler ensemble. Il y aura une délibération d'amendement, qui sera présentée après la discussion. Est-ce qu'il y a des questions ? Madame GALABRUN-BOULBES, maire de Saint-Drézery.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Je voulais simplement dire que c'est une bonne chose, mais que j'espère qu'elle sera réalisée dans le respect des compétences de chacun, parce qu'ici on en a fait un long débat, Renaud y a beaucoup participé, j'ai eu le plaisir de mener ce débat parce que j'étais à la tribune ce jour-là. Il s'agit d'un sujet très important pour l'avenir de notre Métropole. Il faut vraiment considérer le fait qu'il y a des compétences qui doivent être respectées.

Monsieur le Président

Madame la Maire, chère collègue, vous avez parfaitement raison. Il faut qu'il y ait un dialogue le plus constructif possible, dans les responsabilités de chacun. La Présidente de Région, Madame DELGA, m'a fait part de cet état d'esprit, et nous allons avancer. En tout cas, c'est le mandat pour pouvoir discuter et nous aurons ensuite un vote qui sera fidèle à vos interventions et à mes propos à cet instant. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 33 – HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX ENTREPRISES DU COMMERCE DE PROXIMITÉ, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME – FONDS RÉGIONAL L'OCCAL – CONVENTION RÉGION OCCITANIE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 43... Pardon, j'ai dit 43, parce que je sens que tout le monde trépigne... Affaire 33. Le fonds local. Nous en avons parlé, je l'ai déjà un peu présenté. Il y aura une communication, si vous délibérez favorablement, avec la Région, le président DELJARRY de la CCI, l'ensemble des acteurs pour pouvoir faire connaître ce dispositif auprès des commerçants, des artisans, des touristes. On abonde autour de 12 euros par habitant, soit 1 million d'euros. On se met ensemble pour répondre au mieux aux besoins des acteurs économiques. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues, il nous est demandé de voter pour l'abondement de 1 million d'euros initié par la Région Occitanie l'OCCAL. Nous sommes favorables à ce dispositif de soutien aux TPE-PME de proximité, qui sont gravement touchées par la crise de Covid-19. Nous entendons la logique de solidarité territoriale, il est évident qu'il faut affronter ensemble les conséquences de cette crise sur notre économie. Nous soulignons par ailleurs la pertinence de ce travail en coordination avec la Région, qui est chef de file sur les politiques publiques de développement économique. Nous sommes cependant un peu dubitatifs sur le volet avance remboursable de ce dispositif, qui est pourtant le cœur du dispositif, non pas parce qu'il ne faut pas d'avance, mais parce que la très grande majorité des mesures d'aide qui ont été mises en œuvre depuis la crise Covid-19, notamment au niveau national, sont des prêts. Depuis mars, en effet, on finance de la perte par de la dette. Pourquoi un énième dispositif de très court terme, qui ne présente pas de différences significatives avec ceux des banques et des financeurs solidaires ? Les aides à la trésorerie pallient certes à l'urgence, mais n'oublions pas qu'ils ont aussi par effet de surendetter la plupart des entreprises qui en disposent. Comment ces dernières généreront-elles suffisamment de rentabilité pour rembourser leurs dettes ? En renonçant à leurs revenus ? D'autres modalités d'intervention ne pourraient-elles pas être envisagées, en capital, notamment dans les entreprises ? Via ce fonds ou en mobilisant peut-être d'autres dispositifs au sein de la Métropole de Montpellier ? Merci pour votre réponse.

Monsieur le Président

Dans le dispositif, où tous les vendredis il y a un comité d'engagement qui examine les demandes, c'est le remboursement des dépenses qui ont été réalisées pour s'adapter à la crise sanitaire – le plexiglas, etc. Il ne s'agit pas de prêt, c'est sur facture et à niveau de remboursement. Le dispositif est très bien, car il concerne l'antériorité depuis le 16 mars. Ce n'est pas une logique de prêt, c'est une logique de remboursement sur facture. Il y a un comité des engagements qui examine à l'échelle départementale. En délibérant, nous allons rendre possible que nos entreprises... On n'est pas dans une logique de prêt.

Alenka DOULAIN

Début d'intervention hors micro... des outils qui sont présentés, à la fois l'avance remboursable et le remboursement des mises aux normes des entreprises pour le Covid-19, je prends juste le fait que ces montants ne sont pas suffisants et qu'ils sont sur des modalités qui ne vont pas empêcher des faillites sur des territoires qui ne sont pas à la hauteur.

Monsieur le Président

Je pense comme vous. Ce n'est pas assez ce qui est fait globalement en France pour sauver nos entreprises. En même temps, disons-le, certaines mesures, comme le chômage partiel, ont été quand même considérables. En l'occurrence, la règle qui a été posée est un dispositif que le Directeur de la Caisse des dépôts, le Grand Argentier – si je peux le nommer ainsi – a permis. C'est inédit ce qu'a fait la Région de fédérer l'ensemble des départements, de mettre l'ensemble des métropoles autour de la table pour abonder sur ce fonds. Dans d'autres territoires, ce dispositif n'existe pas. On peut toujours – et tant que l'on peut on essaie – être dans une logique de toujours plus, mais nous venons de voter de manière unanime la stabilité des taux, nous devons faire des choix, nous devons voir comment accompagner. On entend dans les interventions des uns et des autres « il faut faire ceci, il faut faire cela ». Il s'agit de propositions qui méritent d'être entendues, nous sommes dans les arbitrages. Là, la logique est la meilleure, la plus saine, la plus vertueuse : nous nous mettons ensemble pour essayer d'accompagner au mieux les entreprises. Il s'agit d'un dispositif très innovant.

Je propose de passer au vote. Abstentions ? Oppositions ? Refus de prendre part au vote ? Madame DOULAIN ? Abstention ? Oui. Il n'y a pas de personnes susceptibles d'être éligibles au dispositif ? D'accord. Merci. Je propose de passer à l'affaire n° 34.

Mme Coralie MANTION, M. Eric PENSO et M. Manu REYNAUD entrent en séance.

Mme Mathilde BORNE, Mme Michelle CASSAR, M. Roger CAIZERGUES, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES et Mme Nicole MARIN-KHOURY sortent de séance.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Boris BELLANGER, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 34 – HORS COMMISSION – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ EUROBIOMED – ADHÉSION À L'ASSOCIATION – DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT – AUTORISATION

Monsieur le Président

Il s'agit de désigner un représentant, en l'occurrence une représentante, Madame EMAD, Vice-présidente au développement économique. Y a-t-il d'autres... Pardon, Madame FRÊCHE, excusez-moi.

Julie FRÊCHE

Je l'avais déjà signalé, mais je ne sais pas si cela a été pris en compte. Dans mon cadre professionnel, je souhaite ne pas participer au vote de la délibération précédente sur le fonds local.

Monsieur le Président

C'est enregistré. Madame FRÊCHE ne participe pas au vote.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Pareil ? D'accord. Monsieur LAURET ? Pareil. Qui d'autre ? Monsieur LEVITA ? Vous souhaitez participer au débat.

Max LEVITA

J'ai juste une question. Vous désignez le représentant au pôle de compétitivité EUROBIOMED, c'est très bien. Mais nous avons deux autres pôles. Il y a DERBI, qui est un pôle de très grande importance, il y a aussi Pôle EAU à Aqua-Valley. Pourquoi ne les désignez-vous pas maintenant ?

Monsieur le Président

Excusez-moi, Monsieur LEVITA, j'étais en train de prendre des refus. Qui ne prend pas part au vote sur l'affaire 33 ? On va ouvrir l'affaire 34. J'ai entendu le début de votre intervention.

Max LEVITA

Les autres pôles. *Quid* des autres pôles ?

Monsieur le Président

On va envoyer des représentants. Là, je vous propose pour le pôle EUROBIOMED la candidature de Madame EMAD. Est-ce qu'il y a d'autres candidatures ? Pas d'autres candidatures. Je vous propose de faire un vote à main levée. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité. Et sur les autres pôles, il n'est pas question que la Métropole s'en retire. Quand on nous sollicitera, nous répondrons.

Intervention hors micro dans la salle.

Non, surtout pas. Je sais que l'on vous fait souffrir, Monsieur LEVITA, mais pas à ce point quand même ! Je sais que l'on vous désespère, mais pas à ce point !

Max LEVITA

Je représentais la Métropole dans ces...

Monsieur le Président

Je ne doute pas que vous seriez disponible pour repérer la passation et la transmission des dossiers, ce qui sera fort appréciable, parce que tous les éléments de continuité républicaine permettent d'assurer une constance de l'action publique et, parfois, cela a manqué. Je sais que vous avez eu cette courtoisie avec Monsieur CALVAT dans un échange téléphonique. Soyez-en publiquement remercié, parce qu'effectivement quand les placards sont vides et qu'il n'y a rien, c'est dur.

Mme Mathilde BORNE et M. Roger CAIZERGUES entrent en séance.

M. Geniès BALAZUN sort de séance.

M. Michel ASLANIAN sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Hervé MARTIN.

Le Président propose la candidature de Mme Hind EMAD. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L.121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 35 – AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAÎTRISE FONCIÈRE – ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE – APPROBATION

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 36 – AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAÎTRISE FONCIÈRE – DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – EXTENSION DU COMPLEXE HÔTELIER DU DOMAINE DE VERCHANT – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ – APPROBATION

Monsieur le Président

Sur l'affaire n° 36, Madame MANTION.

Coralie MANTION

L'affaire n° 36. Il s'agit de la modification du PLU pour pouvoir permettre au domaine de Verchant de faire une extension de son complexe hôtelier. C'est une modification du zonage, car il est en zone agricole. Ce n'est pas toute la parcelle qui est modifiée, mais juste la surface du bâti pour permettre l'agrandissement du complexe hôtelier et la pérennisation de son activité.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame MANTION. La parole est à Madame BORNE, élue de Castelnau.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président. Bonjour à tous. Je vais juste expliquer mon vote. Je vais voter contre ce projet d'extension, parce que pour moi la préservation de l'environnement est une priorité. Je ne suis pas contre le développement économique, bien au contraire, mais pas au détriment de l'environnement. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus faire l'autruche face aux enjeux écologiques qui nous attendent et il est indispensable de proposer un développement économique à la hauteur de l'urgence écologique. Il faut que chaque projet de construction soit compatible avec la préservation des terres agricoles et de la biodiversité, et qu'il soit aussi

vertueux au niveau énergétique. Je vote contre parce que ce n'est pas le cas pour ce projet, notamment du point de vue énergétique.

Monsieur le Président

Merci, Madame BORNE, pour votre explication de vote. Je vous remercie aussi de votre concision, qui vous a permis d'exposer vos idées. Monsieur le Maire de Castelnaud.

Frédéric LAFFORGUE

Ce projet d'extension est tout à fait dans les remarques écologiques. Je fais remarquer qu'au dernier SCOT plus de 75 hectares ont été bloqués à l'urbanisme dans ce secteur. Le projet d'extension de Verchant rentre dans un projet économique. Nous avons quand même une belle pépite pour le tourisme de la Métropole. Je pense qu'elle répond dans ses critères et l'extension correspond à un 5 étoiles qui est digne de ce nom.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire, cher collègue. Monsieur GUISEPPIN. Madame OLLIER.

Serge GUISEPPIN

Rebonjour. Tout à l'heure, vous avez évoqué les difficultés rencontrées par le Corum pour faire venir à nouveau des congrès internationaux. Si notre Métropole ne se dote pas d'infrastructures à la hauteur de l'attente, forcément il va se produire un petit bug. Je pense que ce projet va dans l'optimisation de notre offre hôtelière qualitative, qui va répondre à l'optimisation du remplissage de notre Palais des Congrès.

Monsieur le Président

Merci. Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Je voudrais appuyer les propos tenus par Mathilde BORNE, puisque nous sommes sur une zone sablonneuse, une zone agricole, une zone où il ne doit pas y avoir des constructions. Nous sommes très proches de l'aire de Sablassou. Il est plus que nécessaire maintenant de protéger ces zones, j'en parlais tout à l'heure, ces grandes zones seront nécessaires. Je rappellerai simplement que notre terre ne nous appartient pas, c'est celle de nos enfants que nous leur empruntons. C'est dans un Conseil municipal ou dans un Conseil métropolitain qui a des actions fortes face à l'écologie qu'il faut avoir le courage de s'opposer à ce type de projet.

Monsieur le Président

Madame MANTION.

Coralie MANTION

Je voulais juste préciser qu'il y a déjà une construction sur ce terrain. Il s'agit juste d'un agrandissement et on parle d'une surface de moins d'un hectare, 0,76 hectare, qui ne sera que partiellement imperméabilisée.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame MANTION, qui va prendre à bras-le-corps la question de l'artificialisation des sols. Le Gouvernement a fait des annonces, il faut que nous les mettions en œuvre. Nous avons récemment rencontré le Président DESPEY de la Chambre d'Agriculture, cher Yves, parce que tu as été évoqué dans ce rendez-vous. On a bien évidemment abordé ce sujet. Madame MANTION va rencontrer l'ensemble des Maires et travailler sur l'enjeu de limiter l'artificialisation des sols, en tout cas de travailler très activement pour que les impacts soient moindres. Je tiens juste à préciser que dans la délibération il est écrit 900 hectares, en fait il s'agit de 900 m². Excusez cette maladresse de rédaction. Y a-t-il d'autres interventions ?

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Geniès BALAZUN, Mme Michelle CASSAR entrent en séance.

M. Hervé MARTIN (avec le pouvoir de M. Michel ASLANIAN) entre en séance.

Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Joël VERA sortent de séance.

M. François RIO (avec le pouvoir de Mme Anne RIMBERT) sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 3 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 37 – AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAÎTRISE FONCIÈRE – COMMUNE DE CASTRIES – OPÉRATION LES LAVANDIÈRES – APPROBATION DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Pas de questions, pas de remarques.

M. Laurent JAOUL sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 38 – TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – PROJET DE PARTENARIAT D'EXPÉRIMENTATION AVEC LE GROUPE RENAULT POUR TESTER UN NOUVEAU CONCEPT DE VÉHICULE LOGISTIQUE – AVENANT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Pas de questions, pas de remarques.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 39 – TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) – NAVETTE DES PLAGES ETANG DE L'OR VERS LA PLAGE DU GRAND TRAVERS – TARIFICATION – CONVENTION DE COMPENSATION FINANCIÈRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Cette délibération a pour objet d'éviter la rupture des charges vers la mer de la ligne 3. C'est le maire de Pérols, Jean-Pierre RICO. Il s'agit d'un travail important qui a été mené. Je sais que Madame FRÊCHE et Monsieur RICO se parlent, merci de cette qualité de dialogue pour accompagner les dossiers. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Il s'agit d'une convention. Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Unanimité.

M. Christian ASSAF entre en séance et annule le pouvoir donné à Mme Marie MASSART.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 40 – TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – PARC DE STATIONNEMENT GAMBETTA – AVENANT N° 9 – ATTRIBUTION DE COMPENSATIONS FINANCIÈRES – OPÉRATION DE GRATUITÉ DE L'ANNÉE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de régulariser la mesure prise dans le cadre de la loi d'urgence sanitaire sur la gratuité des parkings, qui s'achève puisque nous mettons en œuvre la gratuité des transports le week-end, un autre choix budgétaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 41 – TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – PARC PITOT – PEYROU – AVENANT N° 4 – ATTRIBUTION DE COMPENSATIONS FINANCIÈRES – OPÉRATION DE GRATUITÉ DE L'ANNÉE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 42 – TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – PARC DE STATIONNEMENT EUROPA – AVENANT N° 6 – ATTRIBUTION DE COMPENSATIONS FINANCIÈRES – OPÉRATION DE GRATUITÉ DE L'ANNÉE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 43 – TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – CONVENTION DE DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC – PARCS DE STATIONNEMENT ARC DE TRIOMPHE ET FOCH PRÉFECTURE – AVENANT N° 4 – ATTRIBUTION DE COMPENSATIONS FINANCIÈRES – OPÉRATION DE GRATUITÉ DE L'ANNÉE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 44 – TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – CORUM – AVENANT N° 1 – ATTRIBUTION DE COMPENSATIONS FINANCIÈRES – OPÉRATION DE GRATUITÉ DU PARKING POUR L'ANNÉE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 45 – TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – PARCS DE STATIONNEMENT ANTIGONE ET COMEDIE – AVENANT N° 2 – ATTRIBUTION DE COMPENSATIONS FINANCIÈRES – OPÉRATION DE GRATUITÉ DE L'ANNÉE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 46 – LITTORAL, PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES TERRES DE L'ETANG DE L'OR – CONVENTION DE LIQUIDATION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pour plus de questions, vous pouvez vous adresser à Madame NEGRET, qui est en charge de la vice-présidence. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 47 – POLITIQUE DE LA VILLE ET COHÉSION SOCIALE – QUARTIERS D'ÉTÉ 2020 – VACANCES APPRENANTES – APPROBATION DU PROGRAMME ET DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LES ACTIONS RENFORCÉES

Monsieur le Président

Madame GIMENEZ. Opération Quartiers d'été dans le cadre de la politique de la Ville « Vacances Apprenantes », qui est un dispositif État-Métropole permettant d'accompagner les jeunes dans cette période très compliquée. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ?

Mme Bernadette CONTE-ARRANZ entre en séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 48 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 – QUARTIERS « COURREAU/FIGUEROLLES/NORD ECUSSE » – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame VASSAS-MEJRI. Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Monsieur PATERNOT.

Intervention hors micro.

D'accord. Parfait. Sécurité juridique de l'assemblée et des conseils communautaires. Monsieur PATERNOT ne prend pas part au vote.

M. François RIO (avec le pouvoir de Mme Anne RIMBERT) entre en séance.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 49 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2019-2024 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 54 LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ?

Intervention hors micro.

Non, non, il n'est pas concerné.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 50 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « LE DOMAINE DES PINS », 201 AVENUE DE MIREVAL À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ?

M. Jean-Luc MEISSONNIER sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 51 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « LES VIOLETTES », 9 IMPASSE DES VIOLETTES À CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 52 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « NOTA VERDE », 1799 RUE GASTON BACHELARD À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 53 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « CŒUR D'ORQUES », AVENUE DES JARDINS À SAINT-GEORGES D'ORQUES – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM SFHE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ? Monsieur le Maire de Saint-Georges d'Orques ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 54 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RÉSIDENCE « INTIM'EAST », RUE JOSEPH DELTEIL À CLAPIERS – GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ? Pardon. Monsieur PELLET ne prend pas part au vote parce qu'il est président de FDI. Je vous remercie, Monsieur le Président de FDI, parce qu'avec Monsieur REYNAUD nous avons constaté à Ovalie un sinistre et la mobilisation de FDI Habitat a permis dans des délais remarquables. Evidemment pour ceux qui ont été victimes du préjudice est toujours difficile, mais la situation a été remise en bon ordre et, fort heureusement, nous n'avons eu aucune victime à déplorer dans l'incendie. Les pompiers ont fait preuve, comme d'habitude, d'un très grand professionnalisme. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 55 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « PATIO DES ARTS », 2 858 AVENUE ÉTIENNE MÉHUL À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 56 – HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – EXERCICE DE LA COMPÉTENCE GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT (FSL) MÉTROPOLITAIN – CONVENTION DE CONTINUITÉ DE GESTION INFORMATIQUE AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT DU 1^{ER} JANVIER AU 30 SEPTEMBRE 2020 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame WEBER, qui gère le FSL Métropole ne prend pas part au vote. Chers collègues, synergie moyenne, efficacité du service en perspective.

M. Jean-Luc MEISSONNIER entre en séance.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 57 – CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – AVENANT N° 3 À LA CONVENTION POUR L'EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS DU DOMAINE D'Ô – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur PENSO. Est-ce qu'il y a des questions ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 58 – LITTORAL, PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS – GEMAPI – LES SALINES DE VILLENEUVE ET L'ÉTANG DE VIC – CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE GESTION DES SITES AU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC-ROUSSILLON – EXERCICE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ?

M. Manu REYNAUD sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 59 – HORS COMMISSION – ASSOCIATION FRANCE ACTIVE AIRDIE-OCCITANIE – ADHÉSION À L'ASSOCIATION – DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT – INTÉGRATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Joël VERA entre en séance.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Laurent NISON.

Le Président propose la candidature de Mme Hind HEMAD.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 60 – HORS COMMISSION – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) ET DE LA COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui a des questions ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 61 – HORS COMMISSION – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) – ÉLECTIONS

M. Laurent JAOUL et M. Manu REYNAUD entrent en séance.

Monsieur le Président

Nous allons procéder au vote pour la CAO. Je vais demander à Madame GIMENEZ et à Monsieur MANSOURIA d'être les scrutateurs. Est-ce qu'il y a des oppositions à ce qu'ils le soient ? Adopté à l'unanimité.

Je propose que nous procédions aussi au vote électronique. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Maintenant on ne nous fera plus voter sur le principe, il est réputé acquis pour notre Métropole. Vote électronique. On s'est déjà testés, donc gagnons du temps.

Deux listes ont été déposées, dont une présentée par moi, la n° 1, dont les titulaires sont Monsieur MARTINIER, Monsieur PATERNOT, Madame GIMENEZ, Madame AUBY, Monsieur MANSOURIA, les suppléants Monsieur BOURDIN, Madame PARPILLON, Madame PINTARD, Madame SAINT-MARTIN et Madame CASSAR. Je précise que Madame RIBOT sera la Présidente de la CAO, parce qu'elle me représentera. Une seconde liste a été déposée par Monsieur EL KANDOUSSI, la liste n° 2, dont sont titulaires Monsieur EL KANDOUSSI, Madame URBANI, Monsieur LEVITA, Madame MARSALA, suppléants Monsieur SAUREL, Madame MIRALLES, Monsieur TRAVIER et Madame SERRE.

Je déclare le scrutin ouvert, voter 1 pour la liste que je vous propose, 2 pour la liste proposée par Monsieur EL KANDOUSSI.

Les élus procèdent au vote.

84 votants. Il nous en manque six. Quatre. 87-88. Madame DOULAIN ?

Intervention hors micro.

Merci. Ça y est. Sous l'œil avisé de Monsieur MANSOURIA et de Madame GIMENEZ le résultat est : 80 votes pour la liste n° 1 ; 8 votes pour la liste n° 2. On calcule donc à la proportionnelle la répartition de la CAO.

En attendant, il y aura le vote pour la CDSP. Deux listes ont été déposées. La liste n° 1, titulaires Monsieur VASQUEZ, Monsieur SAVY, Monsieur CHAMPAY, Madame ILLAIRE, Monsieur SÉBLIN ; suppléants Madame TIKOUK, Madame CASSAR, Monsieur CHARTIER, Madame RIMBERT, Madame HART. Une seconde liste a été déposée par Monsieur EL KANDOUSSI, qui est titulaire avec Madame URBANI, Monsieur LEVITA, Madame MARSALA ; suppléants Monsieur SAUREL, Madame MIRALLES, Monsieur TRAVIER, Madame SERRE. Nous ouvrirons le scrutin dès que le résultat sera connu. Nous avons gagné du temps.

On procède au dépouillement des votes.

Monsieur le Président propose de procéder à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Conformément à la délibération n°M2020-99 du Conseil du 15 juillet 2020, ont été déposées en amont de la séance les listes suivantes :

Liste 1 déposée par Monsieur le Président :

Titulaires :

Jacques MARTINIER
Bruno PATERNOT
Clara GIMENEZ
Florence AUBY
Sophiane MANSOURIA

Suppléants :

Christophe BOURDIN
Marie-Delphine PARPILLON
Céline PINTARD
Séverine SAINT-MARTIN
Michelle CASSAR

Liste 2 déposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI :

Titulaires :

Abdi EL KANDOUSSI
Joëlle URBANI
Max LEVITA
Isabelle MARSALA

Suppléants :

Philippe SAUREL
Patricia MIRALLES
Bernard TRAVIER
Soune SERRE

1er tour de scrutin :

Présents ou représentés : 90

Votants : 90

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 88

Suffrages obtenus :

Liste 1 déposée par Monsieur le Président : 80 voix

Liste 2 déposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI : 8 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

Jacques MARTINIER
Bruno PATERNOT
Clara GIMENEZ
Florence AUBY
Sophiane MANSOURIA

Suppléants :

Christophe BOURDIN
Marie-Delphine PARPILLON
Céline PINTARD
Séverine SAINT-MARTIN
Michelle CASSAR

Monsieur le Président proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

Deuxième vote pour la CDSP. Je vous propose que l'on prenne acte de ce vote par le calcul, mais je vous propose, si Monsieur EL KANDOUSSI est d'accord, que nous puissions éventuellement faire en sorte qu'un titulaire démissionne. Je crois que c'est très important dans les commissions d'appel d'offres d'avoir des pluralités. D'accord ? Et que l'on dépose une seule liste, afin de garantir une pluralité.

Intervention hors micro.

Oui. En septembre on revotera. Monsieur EL KANDOUSSI, êtes-vous d'accord sur le principe ?

Intervention hors micro.

Je vous en remercie. Si c'est le même résultat, nous ferons pareil pour la CDSP. J'ouvre le vote.

85 votes. 5 collègues. Madame DOMBRE COSTE, Madame FAYE, Madame MARSALA. Merci beaucoup, le vote est clos. 88. Je pense que nous arriverons au même résultat, c'est-à-dire que la liste n° 1 aura l'ensemble des sièges. Il faudra, Monsieur EL KANDOUSSI, déposer une liste pour garantir la pluralité dans ces deux instances lors d'un prochain conseil. D'accord ? Ce qui permet aujourd'hui d'emblée, dans la régularité à la CAO, de pouvoir commencer à travailler, car il faut que nous activions la commande publique.

Monsieur le Président propose de procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Services Publics.

Conformément à la délibération n°M2020-99 du Conseil du 15 juillet 2020, ont été déposées en amont de la séance les listes suivantes :

Liste 1 déposée par Monsieur le Président :

Titulaires :

François VASQUEZ
Jean-Luc SAVY
Stéphane CHAMPAY
Régine ILLAIRE
Mikel SEBLIN

Suppléants :

Radia TIKOUK
Michelle CASSAR
Roger-Yannick CHARTIER
Anne RIMBERT
Clare HART

Liste 2 déposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI :

Titulaires :

Abdi EL KANDOUSSI
Joëlle URBANI
Max LEVITA
Isabelle MARSALA

Suppléants :

Philippe SAUREL
Patricia MIRALLES
Bernard TRAVIER
Soune SERRE

1er tour de scrutin :

Présents ou représentés : 90

Votants : 90

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 88

Suffrages obtenus :

Liste 1 déposée par Monsieur le Président : 80 voix

Liste 2 déposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI : 8 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

François VASQUEZ
Jean-Luc SAVY
Stéphane CHAMPAY
Régine ILLAIRE
Mikel SEBLIN

Suppléants :

Radia TIKOUK
Michelle CASSAR
Roger-Yannick CHARTIER
Anne RIMBERT
Clare HART

Monsieur le Président propose de prendre acte des résultats des votes.

Cependant, afin de garantir l'expression pluraliste au sein de chaque commission, et en accord avec Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur le Président propose à l'Assemblée qu'une liste commune soit déposée pour chaque commission et fasse l'objet d'un nouveau vote lors d'une prochaine séance du Conseil.

AFFAIRE N° 62 – HORS COMMISSION – REGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES COMPTES (CCC) – APPROBATION

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Je propose de passer au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N° 63 – HORS COMMISSION – REGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) – APPROBATION

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N° 64 – HORS COMMISSION – REPRÉSENTATION DU CONSEIL DE MÉTROPOLE – DÉSIGNATIONS

Monsieur le Président

Il y en a beaucoup. Je vous propose d'acter le principe que l'on vote à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? On vote à main levée.

Je suppose que certains auront une position, comme nous l'avons vu au Conseil municipal de Montpellier. On fait le même vote. Nous ne procédons pas à toutes les désignations aujourd'hui. Parce qu'il y a des personnalités qualifiées. D'autres feront l'objet d'un vote en septembre, notamment les syndicats liés à l'eau et quelques structures culturelles. Il y en a beaucoup. La liste va apparaître. La voilà.

- Aéroport Montpellier Méditerranée Métropole. Premier. On propose la candidature de Monsieur RICO. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Deux abstentions. Vous en abstenerez-vous sur l'ensemble ? Merci beaucoup. On gagne du temps.
- Monsieur RICO à l'Aéroport de Montpellier Méditerranée Métropole - Conseil de surveillance, candidature. Même vote ? Même vote.
- Aéroport Montpellier Méditerranée Métropole - Commission consultative de l'environnement de l'aéroport. On propose comme titulaires Monsieur MEUNIER, Monsieur REYNAUD, Monsieur RICO. Suppléants Madame CONTE-ARRANZ, Monsieur LOPEZ, Monsieur PATERNOT. Même vote ? Même vote.
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse. On propose la candidature de Monsieur REVOL. Même vote ? Même vote.
- L'ADIL, Madame VASSAS-MEJRI. Même vote ? Même vote.
- L'Agence Française d'Ingénierie Touristique, Monsieur MEUNIER. Même vote ? Même vote.
- L'Agence Locale de l'Energie et du Climat, Monsieur AUDRIN, Monsieur DELAFOSSE, Madame MANTION, Madame TOUZARD. Même vote ? Même vote.
- L'Agence Régionale de Santé et son Conseil territorial de santé, Monsieur SULTAN, suppléantes Madame BRAU, Madame DEVOISSELLE. Même vote ? Même vote.
- AMO, Madame MANTION. Même vote ? Même vote.
- L'Assemblée des Communautés de France, Monsieur CALVAT. Même vote ? Même vote.
- L'Assemblée des Territoires de la Région, Monsieur DELAFOSSE, Monsieur MEUNIER, suppléants Monsieur CALVAT, Monsieur PATERNOT. Même vote ? Même vote.
- L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques, Monsieur CALVAT, Madame GIMENEZ, Monsieur MARTIN.
- L'Association des Amis du Château de Castries, Monsieur PENSO, suppléant Monsieur BELLANGER. Même vote ? Même vote. Je précise que l'on a essayé de la cohérence par rapport aux délégations, aux représentations des Maires. S'il y a un souci de représentation, vous me le signalez. On fera le vote. Excusez-moi, je suis allé un peu vite en besogne.
- ADULLACT, Monsieur AUDRIN. Même vote ? Même vote.
- AVUF, Monsieur DELAFOSSE, Madame BRAU. Même vote ? Même vote.
- AFIGESE, Monsieur CALVAT. Même vote ? Même vote.
- L'Association France Active, Madame EMAD. Même vote ? Même vote.
- AMORCE, Monsieur VASQUEZ, suppléante Madame TOUZARD. Même vote ? Même vote.
- ANDES, Monsieur ASSAF. Même vote ? Même vote.
- AGIR sur les réseaux des transports publics, Madame FRÊCHE. Même vote ? Même vote.
- ADIAJ, Monsieur RAYMOND. Même vote ? Même vote.
- L'Association Syndicale Libre Place de France, Monsieur AUDRIN. Même vote ? Même vote.
- L'ATMO sur la qualité de l'air, Madame TOUZARD. Même vote ? Même vote.
- La Centrale d'Achat du Transport Public, Madame FRÊCHE. Même vote ? Même vote.
- Le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux de l'Hérault, Monsieur CALVAT. Même vote ? Même vote.
- Le CROUS, Madame BRAU, qui est notre Vice-Présidente en charge de l'enseignement supérieur. C'est la négociation CPER. Suppléante Madame VASSAS-MEJRI, élue en logement. Même vote ? Même vote.
- Club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique, Madame TOUZARD. Même vote ? Même vote.
- Club des Utilisateurs des logiciels Sedit-Marianne, Madame EMAD. Même vote ? Même vote.
- Club des Villes et Territoires Cyclables, Monsieur SAVY, qui s'excuse car il est en « rando-vélo » pour ses congés. Même vote ? Même vote.
- CCAS. Les œuvres de la Métropole de l'action sociale, Monsieur AUDRIN, Madame CASSAR, Monsieur RAYMOND, suppléant Monsieur ASLANIAN, Monsieur MARTIN, Monsieur MARTINIER. Même vote ? Même vote.
- La CAO, nous venons de le faire. Nous revoterons pour garantir la pluralité. De la même manière pour la CDSP.
- La Commission de surveillance du site du centre de stockage des déchets ménagers non dangereux de Castries, Madame VASSAS-MEJRI.

Intervention hors micro.

Ah ? vous y êtes en tant que Maire. Monsieur VASQUEZ est d'évidence... quelqu'un du secteur ? Jackie ?

Intervention hors micro.

Monsieur RAYMOND, êtes-vous du secteur ? Monsieur PELLET, merci. Monsieur PELLET et Monsieur VASQUEZ, suppléants Madame LLORET, Monsieur RAYMOND. On a un problème. Voulez-vous que l'on passe en septembre ? On passe en septembre. Oppositions ? Adopté.

- Commission d'élaboration suite Plan de Protection de l'Atmosphère, Madame TOUZARD, suppléant Monsieur REYNAUD.
- CDAC, Madame MANTION, suppléants Madame EMAD, Monsieur LLORET. Il y aura beaucoup de réunion très importantes, vous ne serez pas de trop pour vous relayer.
- La Commission d'indemnisation à l'amiable la cinquième ligne de tramway. Trois titulaires, trois suppléants : titulaires Monsieur CALVAT, Madame FRÊCHE, Monsieur REYNAUD, suppléants Madame CASSAR, Monsieur PENSO, Monsieur SAVY.
- Le Centre National Permanent du Tourisme Urbain, Monsieur MEUNIER. Même vote ? Même vote.
- La Conférence Régionale de l'Aménagement et du Développement du Territoire, Madame MANTION. Même vote ? Même vote.
- CHU, Madame BRAU. Et j'y suis au titre de la Ville. Même vote ? Même vote.
- Copropriétés 3M. Gros sujet. Monsieur AUDRIN, suppléante Madame GIMENEZ. Même vote ? Même vote.
- Développement des Energies Renouvelables dans le Bâtiment et dans l'Industrie, Monsieur AUDRIN. Même vote ? Même vote.
- Domaine d'Eau, Monsieur BALAZUN, moi-même, Monsieur PENSO, Madame AKBARALY, Madame SERRANO, suppléants Madame CABELLO, Madame FAYE, Madame GIMENEZ, Monsieur REYNAUD, Monsieur COTE. Personnalités qualifiées Monsieur Jean-Claude FALL et Monsieur Jean-Michel PARIS, ancien DGS du Conseil départemental de l'Hérault. Même vote ? Même vote.
- ENSAM, Madame MANTION. Même vote ? Même vote.
- ENSAD, Monsieur PENSO, Madame SERRANO. Même vote ? Même vote.
- EPF, Madame MANTION, suppléante Madame TOUZARD. Même vote ? Même vote.
- Eurobiomed, Madame EMAD.
- Radio France Occitanie, moi-même et Monsieur PENSO au titre de la Métropole. Même vote ? Même vote.
- Fondation Balard – Pôle Chimie, Madame BRAU.
- France Biotech, Madame EMAD.
- SOMIMON, moi-même, Monsieur ASLANIAN, Monsieur CHARTIER, Monsieur LAURET, Monsieur PELLET. Même vote ? Même vote.
- MOCO, Monsieur BELLANGER, moi-même, Madame DOMBRE-COSTE, Monsieur PENSO, Madame RIMBERT. Personnalités qualifiées : Monsieur Philippe PIGUET qui est critique d'art, on présentera son CV, et Monsieur Pablo NÉRY, qui anime un haut lieu culturel à Montpellier, le MURUM, dont je ne saurai que vous recommander la fréquentation. Même vote ? Même vote.
- Montpellier Events, au titre de l'AG du CA, moi-même, Madame EMAD, Madame HART, Monsieur LAFFORGUE et, naturellement Monsieur MEUNIER.
- SUPAGRO, Madame BRAU. Même vote ? Même vote.
- Occitanie Réseau en Scène, Monsieur PENSO. Même vote ? Même vote.
- Occitanie Events, Monsieur MEUNIER.
- Office du tourisme des congrès de Montpellier Méditerranée Métropole. Monsieur BELLANGER, Monsieur CHARTIER, moi-même, Madame DEVOISSELLE, Madame HART, Monsieur MEISSONNIER, Monsieur MEUNIER, Madame NEGRET, Monsieur PENSO, Monsieur RICO, Monsieur SAVY, Madame VASSAS-MEJRI, Monsieur PATERNOT. Personnalités qualifiées : Monsieur AZEMA, Monsieur BEAUD, Madame BIGAS, Monsieur DEREYMOND, Madame ROUSSEL-GALIANA, au titre de l'office. Même vote ? Même vote.
- Au titre de l'office ACM, on propose les candidatures de Monsieur CALVO, Monsieur BARRAL, Madame TIKOUK, Monsieur CHAMPAY, Madame WEBER, Monsieur ARS. Comme personnalités qualifiées : Monsieur le Maire de Frontignan, Michel ARROUY, monsieur le Maire de Saint-Mathieu-de-Trévières, Monsieur LOPEZ, Madame NORMAND, Monsieur BERARD, Monsieur ROQUEBAIN, Thierry JAMMES. Même vote ? Même vote.
- Open Data France, Madame EMAD. Même vote ? Même vote.
- Service funéraire de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame LLORET, Madame BRAU, Madame DIRHOUSI, Madame LÉVY, Monsieur VERA, Monsieur MANSOURIA, Madame

- ILLAIRE et Monsieur PATERNOT. Même vote ? Même vote.
- SA3M : CA+AG moi-même, au CA Monsieur MANSOURIA, Monsieur MARTIN, Monsieur CHARTIER, Madame EMAD, Monsieur MOYNIER, Monsieur BALAZUN, Monsieur CHAMPAY, Monsieur ASLANIAN, et au titre de censeur Madame RIBOT.
 - La SERM, dont la Ville de Montpellier est majoritaire, CA+AG Monsieur ASLANIAN, au CA Monsieur SAVY, Monsieur CALVAT, Monsieur MARTINIER.
 - Syndicat d'Assainissement des Terres de l'Etang de l'Or, Monsieur RICO pour sa dissolution et Monsieur AUDRIN.
 - Hérault Energie, Monsieur AUDRIN, Monsieur BALAZUN, Madame CASSAR, Monsieur MOYNIER, Monsieur RIO, Monsieur VERA qui sera en lien avec le Président RIGAUD, suppléants Monsieur DESSEIGNE, Madame FOURCADE, Madame ILLAIRE, Monsieur RAYMOND, Madame TOUZARD, Monsieur AUDRIN.
 - Syndicat Hérault Energie - Commission consultative paritaire, Monsieur CHAMPAY, Madame PARPILLON. Même vote ? Même vote.
 - Syndicat intercommunal le SIERNEM, Monsieur JAOL, Madame SCHWARTZ, Monsieur ROUDIL, les représentants de la commune de Saint-Drézéry, Madame GALABRUN-BOULBES, Monsieur Jean-Philippe DACHEUX, élu communal, Monsieur Daniel SALVADOR, suppléants Monsieur RAYMOND, Monsieur VERA, Madame LEBOS, Monsieur CANTIE, Madame SIRVEN et Monsieur LAVIE. Même vote ? Même vote.
 - TAM, Monsieur NISON, Madame BORGNE, Madame GIMENEZ, Madame MANTION, Monsieur RICO, Monsieur SAVY. Même vote ? Même vote.

Nous avons terminé les représentations.

Intervention hors micro.

Ah, non. J'ai sauté une page.

- France Dignes, Madame NEGRET, suppléant Monsieur REVOL. Même vote ? Même vote.
- France Urbaine, moi-même au Conseil d'administration, suppléant Monsieur CALVAT, titulaires à l'AG, Monsieur CALVAT, Monsieur DELAFOSSE, Monsieur LAFFORGUE, Monsieur MEUNIER, Madame TOUZARD. Même vote ? Même vote.
- Sup de Co MBS, Madame EMAD. Même vote ? Même vote.
- Le GART, Madame FRÊCHE, suppléant Monsieur REYNAUD. Même vote ? Même vote.
- GIHP, Madame CABELLO. Même vote ? Même vote.
- Halle Tropisme, Monsieur PENSO.
- Cité intelligente, Monsieur PENSO.
- Institut de l'audiovisuel IDATE, Madame EMAD. Même vote ? Même vote.
- Invest Sud de France de France, Madame EMAD. Même vote ? Même vote.
- Languedoc Roussillon Agence de développement, Madame MANTION. Même vote ? Même vote.
- Occitanie Football, Monsieur ASSAF, Monsieur BOURDIN
- LPO, Monsieur CAIZERGUES. Même vote ? Même vote.

Je suis allé peut-être un peu vite. Excusez-moi surtout dans les confusions des noms. Il y en aura autant en septembre.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 65 – HORS COMMISSION – RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – APPROBATION

M. Arnaud MOYNIER sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 66 – HORS COMMISSION – RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES COMPTES (CCC) – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui a des observations ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 67 – HORS COMMISSION – RAPPORTS ANNUELS DES DÉLÉGATAIRES DE SERVICE PUBLIC DE L'EXERCICE 2019 – APPROBATION

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Julien MIRO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 68 – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET NUMÉRIQUE – CITÉ INTELLIGENTE – APPELS À PROJETS INNOVANTS ET EXPÉRIMENTATIONS AU SERVICE DE LA VILLE – AVENANT À LA CONVENTION SUR UN PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous avons un petit délai à rattraper à cause de la crise sanitaire. Qui a des questions ?

M. Arnaud MOYNIER entre en séance.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Mathilde BORNE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 69 – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET NUMÉRIQUE – CITÉ INTELLIGENTE – HUT/HUMAN AT HOME PROJECT – UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER – AVENANT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Président

Madame DOULAIN m'interroge sur le report de la délibération relative aux indemnités, qui sera votée en septembre. J'indique qu'il y a une baisse de 8 % pour l'indemnité du Président. Cela ne figurait pas dans la délibération. Voilà pourquoi elle a été reportée.

Deuxième sujet, oh combien important, sur la loi ELAN et son article 17 sur le plafonnement des loyers. Ce sera une délibération que Madame VASSAS-MEJRI inscrira à l'ordre du jour de la Métropole. Il a déjà fait l'objet d'une discussion avec Monsieur le Préfet, qui se réjouit que Montpellier entre dans ce dispositif de plafonnement des loyers. Ce n'est pas le cas de toutes les communes de la Métropole, il y a une procédure à

suivre. En tant que Maire de Montpellier nous allons y adhérer, car les effets spéculatifs lors des changements des baux sont extrêmement fort. Il convient donc de répondre, ce qui s'inscrit dans le cadre du bouclier social. C'est la loi ELAN, qui a été votée par l'actuelle majorité parlementaire, et le dispositif a son intérêt.

Je vous remercie, chers collègues. Je sais que vous avez encore beaucoup de travail, les uns et les autres, mais je vous souhaite une belle trêve estivale. Merci pour ce Conseil de Métropole et pour la qualité des débats.

Intervention hors micro.

La date est à positionner, Madame FOURCADE. Nous serons ajournés et nous donnerons un calendrier prévisionnel pour permettre à chacun de faire valoir ses crédits d'heures et pouvoir siéger dans cette assemblée.

Renaud CALVAT :

Excusez-moi, je voulais juste demander aux Maires et Vice-Présidents de rester dans la salle 30 secondes de plus

Monsieur le Président

Ah, oui. Nous avons une information pour les Maires et les Vice-Présidents. Ne partez pas.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h00.